SIMULER LES GUERRES CIVILES

POUR MOBILISER LES CONNAISSANCES EN SCIENCES HUMAINES

Guerre civile en République du Qalibastan

Par

Daniel Beauregard

Marc Bordeleau

Jano Bourgeois

Simuler les guerres civiles pour mobiliser les connaissances en sciences humaines est produit par le Centre collégial de développement de matériel didactique (CCDMD). D’après une idée de Jano Bourgeois, Marc Bordeleau et Daniel Beauregard, Collège Jean‑de‑Brébeuf à Montréal.

Conception pédagogique

Jano Bourgeois

Marc Bordeleau

Daniel Beauregard

Révision linguistique

Marie Chalouh

Cartographie et illustration des couvertures

François Escalmel

Graphisme et mise en page

Uzin3

Constance Marmen

Gestion de projet et conseillers pédagogiques

Denis Chabot

Mathieu Beauséjour

 3800, rue Sherbrooke Est, Montréal (Québec), Canada, H1X 2A2  
Téléphone : 514 873‑2200  
[www.ccdmd.qc.ca](http://www.ccdmd.qc.ca)

© Centre collégial de développement de matériel didactique, 2023, Collège de Maisonneuve

La production de ce matériel pédagogique a été́ rendue possible grâce au soutien financier du ministère de l’Éducation et de l’Enseignement supérieur du Québec.

Le Centre collégial de développement de matériel didactique (CCDMD) accepte qu’un site contienne des hyperliens vers nos ressources, mais toute redirection vers un site payant est strictement interdite. La mention de la source (Centre collégial de développement de matériel didactique) et de l’adresse du site (ccdmd.qc.ca) est toujours obligatoire.

Utilisation commerciale

Toute utilisation de ces ressources à des fins commerciales doit faire l’objet d’une entente particulière entre le demandeur et le CCDMD.

Avant‑Propos

Le présent scénario s’inspire de plusieurs conflits réels, mais il demeure entièrement fictif. Seuls les noms des peuples et des républiques d’Asie centrale ont été modifiés. L’usage de mots appartenant à des langues réelles ne répond qu’à des fins esthétiques et immersives, et ne constitue en aucun cas une référence directe ou indirecte aux peuples qui parlent réellement ces langues ou à leurs réalités nationales.

Ce scénario contient des propos qui peuvent sembler choquants pour certains, ce qui est tout à fait normal considérant qu’il s’agit d’une simulation de conflit violent qui s’inspire de la réalité internationale. Or, les propos tenus dans ce document ne reflètent en rien les valeurs ou les opinions politiques et religieuses des auteurs. Le contenu de ce document ne devrait en aucun cas être considéré comme une banalisation, une normalisation, un encouragement ou une sanction intellectuelle des comportements et des propos qui y sont mentionnés, et ce, peu importe s’ils correspondent ou non à ceux que l’on retrouve dans le monde réel.

Les documents suivants peuvent être utilisés tels quels (en ligne), être imprimés, ou même modifiés selon vos besoins (en copiant-collant le texte vers un logiciel de traitement de texte ou encore en utilisant un convertisseur de fichiers). Ce document a été conçu pour être lu et édité à l’aide de Office 365 pour PC.

Table des matières

[Avant‑Propos ii](#_Toc145234656)

[Liste des cartes v](#_Toc145234657)

[SCÉNARIO 6](#_Toc145234658)

[La guerre civile en bref 7](#_Toc145234659)

[Milieu physique et naturel 8](#_Toc145234660)

[Localisation 8](#_Toc145234661)

[Climat, relief et ressources 9](#_Toc145234662)

[Démographie 11](#_Toc145234663)

[Histoire 13](#_Toc145234664)

[Origines 13](#_Toc145234665)

[Du VIIIe au XVIIIe siècle : Islam, commerce et impérialisme 13](#_Toc145234666)

[L’Empire russe et soviétique du XIXe siècle à la fin du XXe siècle 15](#_Toc145234667)

[L’indépendance 20](#_Toc145234668)

[La démocratie de la République qalibe mort-née ? 20](#_Toc145234669)

[État et système politique en bref 21](#_Toc145234670)

[État, politique, division administrative et frontières 21](#_Toc145234671)

[Les pouvoirs, la constitution de 1993 et la réelle pratique du pouvoir 23](#_Toc145234672)

[Pouvoir exécutif 23](#_Toc145234673)

[Pouvoir législatif 23](#_Toc145234674)

[Pouvoir judiciaire 24](#_Toc145234675)

[Une histoire récente : corruption et dictature 24](#_Toc145234676)

[Les médias 25](#_Toc145234677)

[Économie 26](#_Toc145234678)

[L’éducation au service de l’économie et du régime 27](#_Toc145234679)

[Causes du conflit civil et événements déclencheurs 29](#_Toc145234680)

[Un projet qui divise : la nouvelle route de la soie chinoise 29](#_Toc145234681)

[La poudrière Tog’Daryo 30](#_Toc145234682)

[Liste des acteurs 32](#_Toc145234683)

[Obligatoires. Le rôle est joué par une équipe de trois. 32](#_Toc145234684)

[Non obligatoires 32](#_Toc145234685)

[BREFFAGE 34](#_Toc145234686)

[Breffage personnel et confidentiel de Rôle 35](#_Toc145234687)

[Chine – Délégation chinoise 35](#_Toc145234688)

[Conseil de protection 38](#_Toc145234689)

[Gouvernement qalibe de Yarmi Chirigan 40](#_Toc145234690)

[République du Chokindistan 43](#_Toc145234691)

[République du Solasistan 45](#_Toc145234692)

[République du Tujikstan 47](#_Toc145234693)

[République du Yerustan 49](#_Toc145234694)

[Russie – Délégation 51](#_Toc145234695)

[To’da Boy (oligarchie) 54](#_Toc145234696)

[Tog’Daryo 57](#_Toc145234697)

[Union des travailleurs pétroliers (UTP) 59](#_Toc145234698)

Liste des cartes

[Carte 1 – Projection orthographique centrée sur le Qalibastan 8](#_Toc145234699)

[Carte 2 – Localisation du Qalibastan et ses frontières politiques 8](#_Toc145234700)

[Carte 3 − Climat et relief du Qalibastan 9](#_Toc145234701)

[Carte 4 − Ressources naturelles du Qalibastan 10](#_Toc145234702)

[Carte 5 − Minorités ethniques et peuples frontaliers 12](#_Toc145234703)

SIMULER LES GUERRES CIVILES

POUR MOBILISER LES CONNAISSANCES EN SCIENCES HUMAINES

Guerre civile en République du Qalibastan

SCÉNARIO

La guerre civile en bref

*Guerre civile au Qalibastan* est un scénario fictif visant à simuler un processus de résolution de guerre civile dans un État fictif situé en Asie centrale.

Les principaux acteurs représentés sont les organisations propres au territoire concerné par la guerre civile (gouvernement national, oligarchie, mouvements sociaux, peuple transfrontalier et rebelle, etc.), mais aussi des acteurs transnationaux (ONG internationales, organisations intergouvernementales [OIG], entreprises, etc.) et finalement des États étrangers réels (Chine, Russie) ou fictifs (les autres républiques d’Asie centrale : Yerustan, Solasistan, Chokindistan et Tujikstan).

Le conflit oppose essentiellement un peuple d’origine sibérienne, mais transfrontalier, les Tog’Daryo (vivant de manière dispersée en Russie, au Yerustan, au Chokindistan et au Qalibastan) au gouvernement dictatorial et corrompu du Qalibastan.

Les Tog’Daryo craignent la destruction d’une partie de leur milieu de vie par le projet chinois des nouvelles routes de la soie. Ils n’acceptent pas d’être exclus des négociations concernant ce projet et de laisser cette décision au seul peuple qalibe et à son gouvernement corrompu.

Ce conflit éclate sur un fond de crise politique et sociale où une partie de la population du Qalibastan revendique des réformes démocratiques et où des ouvriers du secteur pétrolier exigent une amélioration de leurs conditions de travail, salariales notamment.

Milieu physique et naturel

Localisation

Le Qalibastan se trouve enclavé entre plusieurs états d’Asie centrale. Ses plus proches voisins sont la République du Yerustan au nord, la République du Solasistan à l’est, la République du Chokindistan à l’ouest et la République du Tujikstan au sud. Enfin, la République du Qalibastan possède une zone frontalière avec la République populaire de Chine au sud-est.

Carte 1 – Projection orthographique centrée sur le Qalibastan



Carte 2 – Localisation du Qalibastan et ses frontières politiques



Climat, relief et ressources

Climat

Varié, avec l’immensité du territoire et sa situation géographique : continental chaud et humide, froid du désert, froid et aride (hiver) et méditerranéen en été.

Température moyenne

Le pays se divise en deux : Au nord, les températures estivales sont en moyenne de 27 degrés Celsius; dans le sud, elles sont de 35 degrés. En hiver, le nord a des températures moyennes de -15 degrés Celsius pour 7 degrés dans le sud. Il arrive que les températures plongent à -40 et grimpent à 40 degrés.

Précipitations

100 à 200 mm/année. En montagne, les précipitations tombent plus souvent sous forme de neige. Pluie en vallée. Transformation des précipitations selon les saisons.

Relief

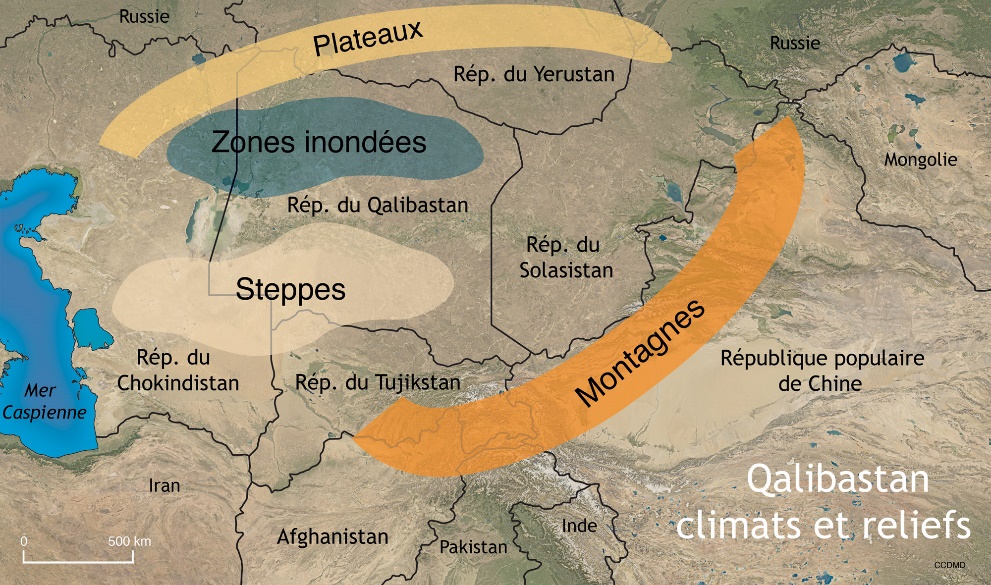
Le Qalibastan dispose de reliefs variés.

Au Nord, se trouvent les Plateaux forestiers et désertiques. À l’Est, les chaînes de montagnes du Pamir et du Tian-Chian dominent le territoire. Au Sud, la chaîne de montagnes Hindu-Kush borde le pays.

Particularité géomorphologique : une vallée, la province d’Ipakyol, constituée de steppes herbeuses alimentées naturellement, mais péniblement, en eau, par le ruissellement provenant des montagnes ainsi que des plateaux.

Le territoire du pays est doublement enclavé. Le Qalibastan n’a pas d’accès aux océans, pas plus que ses voisins frontaliers.

Carte 3 − Climat et relief du Qalibastan



Hydrographie

Accès à la mer Buruk (mer intérieure) et au fleuve Olikdaryo.

Mer Buruk

À l’Ouest, la mer intérieure, immense lac d’eau salée, alimentée essentiellement par deux fleuves, la Hayotdaryo (en Chokindistan) et la Olikdaryo au Yerustan-Qalibastan. Sa superficie est passé de 59 245 km² à 7 232 km² à cause des barrages érigés à l’époque soviétique et de l’eau détournée pour alimenter les rizières et les champs de coton. Cette mer renaît depuis 2006 grâce à une meilleure gestion des barrages et avec l’aide de la Banque mondiale.

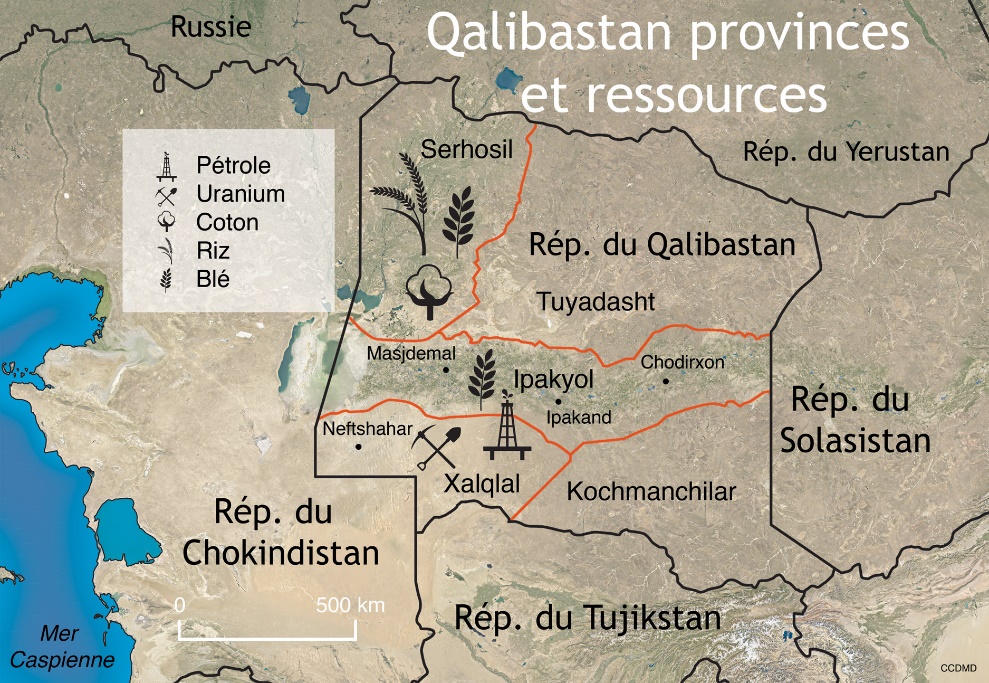
Fleuve : Olikdaryo

Sa source est au Yerustan, il traverse la province du Serhosil au Qalibastan et aboutit dans la mer Buruk, qu’il alimente. Ce fleuve fait 1942 km. Il est entravé par le barrage Tocmo.

Ressources naturelles, énergétiques et halieutiques

* Pétrole (3,2 % des réserves mondiales, 18e rang mondial). Il constitue 75 % des exportations du Qalibastan.
* Uranium (1er producteur mondial)
* Charbon (production de 111 millions de tonnes)
* Riz (727 000 tonnes)
* Blé (9 millions de tonnes)
* Coton (1,1 million de tonnes)
* Pêcheries (fleuve Olikdaryo et mer Buruk). Poissons carnassiers : brochet, perche, silure et sandre.

Carte 4 − Ressources naturelles du Qalibastan



Démographie

Données démographiques du Qalibastan

|  | Données |
| --- | --- |
| Population | 35 798 902 |
| Densité | 12,30 km² |
| Croissance annuelle de la population | 1,58 % |
| Espérance de vie à la naissance | 71 ans |
| Âge médian | 29 ans |
| Indice de fécondité (nombre d’enfants par femme) | 2,79 |
| Taux d’alphabétisation : % des adultes de plus de 15 ans | 99,80 %[[1]](#footnote-1) |

Proportion des religions du Qalibastan

|  |  |
| --- | --- |
| Religions | Répartition des croyances au sein de la population (%) |
| Islam | 84,84 % de la population |
| Sunnites | 96,6 % des musulmans |
| Chiites | 3,4 % des musulmans |
| Christianisme | 12,4 % de la population |
| Orthodoxes | 8,7 % |
| Luthériens | 2,8 % |
| Catholiques | 0,9 % |
| Autres | 2,76 % de la population |

Carte 5 − Minorités ethniques et peuples frontaliers



Composition ethnique du Qalibastan

|  |  |
| --- | --- |
| Groupes ethniques | Nombre d’habitants |
| Qalibes | 30 250 461 |
| Russes | 1 749 539 |
| Tog’Daryo[[2]](#footnote-2) | 1 400 000 (estimation) |
| Fors[[3]](#footnote-3) | 1 225 124 |
| Xitoy[[4]](#footnote-4) | 700 000 (estimation) |
| Autres, ressortissants étrangers d’Europe et d’Asie[[5]](#footnote-5) | 473 778 |

Répartition des langues (%)

|  |  |
| --- | --- |
| Langues (maternelles) | Répartition des langues (%) |
| Qalibe (turc altaïque ou turcique) | 84,5 % de la population |
| Russe | 42 % des Qualibes peuvent utiliser cette langue[[6]](#footnote-6) |
| Farsi ou persan (et langues dérivées) | 3,4 % de la population |
| Turc/ouïghour (Xitoy) | 1,95 % de la population |
| Langues turciques (Tog’Daryo) | 3,9 % de la population (estimation) |

Histoire

Origines

Le territoire du Qalibastan est peuplé, selon les archéologues, depuis 70 000 ans. Les premiers États[[7]](#footnote-7) existaient dès le premier millénaire av. J.-C., autour des cités-États et cités-royaumes de Sogdiane, Bactriane et du Korezhm[[8]](#footnote-8). Globalement, la vie économique, politique, culturelle (religieuse) s’était organisée près des rivières de la région, la Hayotdaryo et l’Olikdaryo.

Autre moment mieux documenté grâce à des sources et à l’archéologie, la période des conquêtes par les Perses de la dynastie achéménide (Darius, Cyrus, Xerxès, etc.) au milieu du VIe siècle avant notre ère. Alexandre le Grand et les Macédoniens renversèrent cette dynastie lors de leurs conquêtes militaires en Asie centrale, au IVe siècle avant notre ère. Le Qalibastan a fait partie de plusieurs empires. À l’époque romaine et byzantine, ce territoire a été sous l’influence des Scythes, des Saces puis des Sassanides (groupes perses du IIe siècle av. J.-C. au VIIe siècle apr. J.-C.). Le Qalibastan fut aussi visité et occupé par les Huns, entre les IVe et VIe siècles de notre ère.

Du VIIIe au XVIIIe siècle : Islam, commerce et impérialisme

Le territoire du Qalibastan fut au centre d’un carrefour géographique permettant les échanges commerciaux, les conquêtes militaires et les expériences religieuses. Malgré un relatif métissage de sa population, lié aux allées et venues des différents conquérants et à l’arrivée importante de populations attirées par la prospérité des routes de la soie, un groupe majoritaire y perdura jusqu’à ce jour, les Qalibes (nous y reviendrons plus loin).

Deux modes de vie s’affrontaient en Asie centrale, celui des mondes nomades (peuples turco-mongols) et celui des mondes sédentaires (Perses et Chinois). Les conquêtes arabes des Abbassides, au VIIIe siècle de notre ère, contribuèrent en partie à la sédentarisation des peuples du Qalibastan, mais surtout à leur islamisation même s’ils conservèrent leur langue. Les conquérants arabo-musulmans enrégimentèrent les peuples turcophones de cette région, habiles cavaliers, au sein de contingents militaires surveillant les marches de leur empire et même la capitale du califat à Bagdad.

Peu importe les conquérants et les maîtres du jour, ce sont surtout ceux qui contrôlaient les structures politiques, économiques et sociales qui changeaient, lors des différentes conquêtes et migrations, plutôt que les composantes mêmes de la population.

La Chine, dirigée alors par la dynastie des Tang était aussi dans une logique d’expansion vers l’Asie centrale, c’est elle qui stoppa la progression des Abbassides lors de la bataille de Talas, en 752 de notre ère, à quelques kilomètres au nord de l’actuelle capitale du Qalibastan, Chodirxon. Plus tard, entre les années 1221 et 1294, le territoire fut inclus dans l’immense empire mongol de Genghis Khan (1162-1227) et de Kubilaï Khan (1215-1294). Nous assistons alors à un premier épisode formel de métissage impérial puisque se retrouvent, sur l’actuel territoire du Qalibastan, des Chinois, des Perses, des Mongols et des turcophones. Il ne faut pas négliger la présence d’Occidentaux, surtout des marchands italiens de Gênes, Venise et Amalfi.

Les successeurs et généraux de Kubilaï se partagèrent l’immense empire mongol et le divisèrent en multiples khanats, dont le khanat de Chodirxon (nom de la capitale du Qalibastan) créé en 1301 et dont le nom se traduit par *là où le Khan plante sa tente*. Notons que les khans ou les émirs de la région revendiquèrent tous la continuité dynastique genghiskhanide malgré le morcellement de l’Empire et la diversité des origines ethnoculturelles des différents souverains.

Il est difficile de retracer l’histoire des différents règnes ou des nombreuses dynasties ayant succédé aux souverains mongols en Asie centrale. Nous manquons de sources et ces dernières se contentent d’énumérer confusément une suite de conquêtes. Chose certaine, à partir du XVe siècle, la référence à Genghis Khan n’était qu’une construction politique et imaginaire de légitimité du pouvoir. En ces siècles, seule la conquête fut source de légitimité.

Parmi ces conquêtes, deux seules marquent l’histoire du Qalibastan, celle des peuples qalibes et tog’daryo, et surtout celle des Russes, à partir de 1864.

Déterminante, du point de vue démographique, fut la double « conquête » du Qalibastan de la fin du XVe siècle et du début du XVIe siècle, par deux peuples des plateaux du nord, soit les Tog’Daryo et les Qalibes.

Les Tog’Daryo vivaient dans les plateaux forestiers au nord-ouest du Qalibastan, correspondant à l’actuelle République du Chokindistan, au piémont des monts Oural et à la Sibérie. Entre 1450 et 1500, ils conquirent le territoire (ou peut-être ne firent-ils qu’y migrer) se situant entre les deux fleuves de la région, l’Hayotdaryo et l’Olikdaryo, ainsi qu’un accès à la mer Buruk. Ils n’iront pas plus loin dans la région. L’objectif des Tog’Daryo n’aurait été que d’obtenir un accès aux pêcheries de la mer Buruk pour diversifier leur alimentation et d’avoir part aux profits de la route de la soie. Si la conquête fut mince, leur présence qui perdure, tout comme leur style de vie transfrontalier, sur un petit territoire qu’ils considèrent comme ancestral occasionne de nombreux ennuis au gouvernement qalibe actuel. Ces terres revendiquées par les Tog’Daryo formeraient le Tog’Daryostan.

Plus significative fut la conquête ou la migration agressive des peuples qalibes. Pour leur part, ils vivaient dans les plateaux plus désertiques du nord-est du Qalibastan (province actuelle du Tuyadasht) et de sa république voisine du Yerustan. Ils étaient surtout nomades, mais quelques individus sédentarisés pratiquaient l’élevage du chameau. Cette population était déjà turquifiée et entretenait des rapports nombreux avec les commerçants des routes de la soie. Grâce à leurs déplacements et contacts, ils développèrent un intérêt pour cet immense corridor traversé d’oasis et de minces cours d’eau qui constitue l’actuelle province qalibe d’Ipakyol.

Déçus des minces revenus tirés du seul élevage du chameau, et surtout durement touchés par le manque de prairies herbeuses nécessaires pour nourrir leurs bœufs et leurs moutons, les Qalibes, attirés par la prospérité et le niveau de vie confortable des marchands des routes de la soie, migrèrent vers ce qui restait du khanat de Chodirxon, correspondant en partie à l’actuelle province d’Ipakyol. Peut-être conquirent-ils ce territoire, mais c’est loin d’être clair. Cette « conquête » fut conduite par un qalibe éleveur de chameaux prospère (et qui souhaitait l’être davantage), Jangchi Gulkaram (1471-1522). Ce petit chef de guerre se proclama khan après l’installation des siens tout au long du circuit d’oasis. La conquête qalibe avança jusqu’à un khanat plus à l’ouest, celui de Masjdemal. Ce khanat sera intégré au Qalibastan à l’époque de la colonisation russe, après 1860. Les Qalibes prenaient ainsi le contrôle d’un des tronçons des routes de la soie et d’une des rares zones arables importantes de la région.

Les Qalibes se sédentarisèrent dès le XVIe siècle, puis prospérèrent. Ils connurent, grâce à ce confort, une importante hausse démographique leur permettant de surpasser les autres occupants du territoire. C’est l’origine de la majorité qalibe actuelle.

Les Qalibes furent grandement influencés par les traditions turco-mongoles, mais surtout, vers la fin du XVIe siècle, par les Perses. Ces derniers, d’ailleurs, sous le contrôle de la dynastie safavide (1501-1736), tentèrent d’envahir ce corridor de la route de la soie (1612), mais les Qalibes résistèrent. Malgré leur échec, les Perses préservèrent durablement leur influence sur la République actuelle du Tujikstan, au sud-ouest du Qalibastan, ainsi que sur le territoire actuel de la province qalibe de Xalqlal, marquant ici l’origine de la minorité fors, la minorité iranienne et chiite de l’actuelle République du Qalibastan (*v. section Démographie et carte 3*).

L’influence perse sur le Qalibastan fut étriquée. Les Qalibes refusèrent de devenir Perses. Ce qui explique leur défense acharnée de leur territoire et leur volonté de conserver un islam sunnite. Ce fut la manière qalibe de résister au prosélytisme politico-religieux des Perses safavides, qui avaient à leur tête un monarque absolu que nous pourrions qualifier de droit divin, le shah. Le shah imposait une conception plus dogmatique de l’islam, celle du chiisme, conception qui ne correspondait pas à la tradition plus syncrétiste de l’islam qalibe, qui conservait encore des éléments de croyances chamaniques et zoroastriennes. Pourtant, les Qalibes adoptèrent une partie des structures administratives élaborées chez les Perses, notamment la relative centralisation de l’administration et l’idée d’un chef politique détenant des pouvoirs importants.

L’Empire russe et soviétique du XIXe siècle à la fin du XXe siècle

L’Empire russe

Avant les années 1860, les khanats de la région (Asie centrale) avaient et souhaitaient conserver des liens commerciaux avec la Russie. C’était primordial. Le transport et le commerce par voie navale entre l’Europe et l’Extrême-Orient fit perdre de son lustre à la route de la soie, moins utile, sauf pour les Russes, dont les capacités navales étaient moindres, faute d’un accès à une mer chaude. Sous Pierre le Grand (1672-1725), les Russes intervenaient militairement dans la région, appelés par les peuples d’Asie centrale afin d’arbitrer certains conflits locaux. Le tsar voulait aussi relancer le commerce avec la Chine. Malgré ces interventions militaires et commerciales, il n’est pas question avant 1860, d’expansion territoriale russe dans la région.

C’est la défaite russe lors de la guerre de Crimée (1854-1856) qui lança l’expansionnisme des Romanov en Asie centrale. Les autorités russes étaient inquiètes de l’expansion des Britanniques en Asie. Bien installés dans les Indes britanniques, les Anglais menaçaient les intérêts russes en Asie centrale et les accès au marché chinois. Saint-Pétersbourg devait agir. L’arrivée des Russes en Asie centrale allait marquer profondément les structures économiques et politiques de la région, dont celle du Qalibastan.

L’Asie centrale fut conquise sous la férule du général von Kriegrisch, général russe, mais d’origine allemande (prussienne). Ce dernier allait fusionner, en 1868, les reliques des khanats ou émirats de la région dans une immense structure appelée Turkestan (espace turc). Les Russes favorisèrent les peuples turcophones de la région plutôt que les Xitoy (Chinois) et les Fors (Perses). Devenu gouverneur général de cet immense Turkestan, von Kriegrisch songea à diviser à nouveau ce territoire selon une logique dite « ethnoculturelle », mais surtout en fonction des intérêts russes et de leurs préjugés défavorables envers les musulmans. Il semble que les Russes comprenaient mal l’islam pratiqué par les peuples des steppes, n’y voyant pas un véritable islam et l’opposant à celui des Arabes, des Perses et surtout des Ottomans. On chercha d’abord à diviser cet immense territoire en plusieurs types d’unités administratives, soit des protectorats (territoires dirigés par les élites locales, mais sous contrôle russe), des colonies dépendant directement des autorités impériales russes (ministère de la Guerre) et enfin des États vassaux, souverains à l’intérieur de leurs frontières, mais soumis aux Russes en politique étrangère. Les Russes cherchaient à contrôler les territoires arables ou irrigués, car ils souhaitaient y intensifier la culture du coton, compensant ainsi la perte de leur principale zone d’approvisionnement en cotonnades, le sud des États-Unis, fermé pendant et à la suite de la guerre de Sécession (1861-1865).

L’arrivée de colons russes viendra bouleverser cette structure coloniale (protectorats). Ces colons sont des administrateurs, des militaires et surtout des paysans en quête d’une terre dont ils seraient enfin les propriétaires. L’abolition du servage dans l’Empire russe sous Alexandre II (1861) n’allait pas donner la propriété du sol et des terres aux paysans. Certains verront alors un avantage à se déplacer en terres conquises espérant obtenir un titre de propriété. C’est donc le moment où arrivent les Russes en Asie centrale, dont nous pouvons encore observer quelques reliques démographiques au Qalibastan (*v. section Démographie*).

Avec les Russes, une certaine modernisation du Qalibastan est à noter. Les besoins d’approvisionnement de la Russie, en coton ou en céréales, et la quête de marchés pour les paysans russes d’Asie centrale amenèrent le gouvernement impérial russe à construire des routes et quelques kilomètres de chemin de fer. En fait, ce sont les Allemands qui financèrent et organisèrent la construction ferroviaire. Ce financement voit l’arrivée d’un petit nombre d’Allemands au Qalibastan et dans toute l’Asie centrale (*v. section Démographie*). Devant ce processus, les peuples d’Asie centrale ne furent que des exécutants mineurs, des spectateurs ou des agents de l’occupant.

Cette arrivée de colons russes obligea Saint-Pétersbourg et les autorités coloniales à redéfinir la division administrative du Turkestan, surtout après 1880.

Ils le divisèrent donc en plusieurs circonscriptions administratives appelées *oblasts*. Ce faisant, ils tentèrent de respecter les composantes ethniques et culturelles, souhaitant les regrouper de manière plus ou moins homogène, mais surtout simpliste. Les peuples d’Asie centrale furent séparés entre allochtones (Fors, Xitoy) et autochtones (les turcophones qalibes). Russes et parfois Allemands russifiés contrôlaient, pour leur part, chacun de ces oblasts. Ces nouvelles circonscriptions administratives, avec leur nouveau découpage frontalier départageant les peuples de la région, furent à l’origine des territoires actuels, à peu de choses près, dont celui de la République du Qalibastan. La création des oblasts marque, de fait, la colonisation directe de l’Asie centrale par les Russes. Ces territoires furent sous la domination du ministère de la Guerre à Saint-Pétersbourg.

Les Russes ont surtout séparé les peuples en fonction de la géographie. Ainsi, les deux oblasts du nord − celui du nord-ouest, forestier, et celui du nord-est, plus désertique (actuellement le territoire respectif de la République du Chokindistan et de la République du Yerustan) − furent créés afin d’aligner le commerce et les rapports de ces populations vers les villes occidentales de la Russie. On souhaitait séparer les populations des plateaux de celles des steppes, suivant l’adage « diviser pour régner ». La création de l’oblast du Chokindistan, dans le Nord-Ouest, se fit sans tenir compte d’une population sibérienne, les Tog’Daryo, qui profitèrent de l’expansion russe pour tenter d’organiser les terres entre les deux rivières alimentant la mer Buruk. Les Tog’Daryo étaient et sont toujours transfrontaliers et vécurent, dès ce moment, en ne respectant aucune frontière, que ce soit celles de Russie, du Chokindistan ou du Qalibastan. L’administration coloniale a eu du mal à contrôler ces gens qu’elle considérait néanmoins un peu comme des Russes, puisque sibériens.

Dans les steppes, un oblast très vaste, l’oblast du Qalibastan fut créé sur l’ancienne route de la soie. Se méfiant de l’islam, les Russes soutenaient les Qalibes de la région, qu’ils considéraient comme des Turcs particuliers, ni Ottomans, ni Arabes et encore moins Perses. Pourtant, même si les Qalibes parlaient (et parlent toujours) une langue turcique, ils étaient tout aussi musulmans que les Ottomans, les Arabes et les Perses, et influencés par ceux-ci. La confusion russe au sujet de ces peuples venait de haut, même des spécialistes de l’Orient, les orientalistes. L’un d’eux, Vassili Radlov (1837-1918), écrivait en 1871 :

« Nous assistons à la lutte de deux composantes, l’élément populaire turc et l’élément musulman arabo-persan. Malheureusement, ce dernier a pris le dessus et freine le développement du peuple. Il faut aider les Turcs des steppes[[9]](#footnote-9)… »

Radlov soutenait les Turcs des steppes, car il les associait à la culture européenne et russe, évidemment. C’est la raison pour laquelle les Russes leur envoyèrent plusieurs dizaines de missionnaires orthodoxes pour les convertir. Ils oubliaient que ces Turcs étaient aussi musulmans. Les Qalibes ne réagirent pas selon les calculs des administrateurs russes. Non, ils ne souhaitaient pas devenir des Russes de seconde zone, et encore moins des chrétiens orthodoxes. En fait, plus la présence européenne et chrétienne des Russes orthodoxes et des quelques Allemands protestants ou catholiques augmentait, plus, dans l’oblast du Qalibastan, les Qalibes resserrèrent les rangs autour de l’islam. Les Russes contribuèrent donc, malgré eux, à la consolidation de l’islam sunnite dans la région et à en faire un marqueur identitaire.

Les autorités coloniales redessinèrent légèrement les frontières de l’oblast qalibe. Ils élargirent le territoire administratif vers l’est, incorporant les populations chinoises islamisées (nommées Xitoy dans les steppes et Ouïghours en Chine). De plus, les Russes intégrèrent au territoire qalibe toute une zone territoriale au sud-ouest, peuplée de Fors, des Perses, venus s’y installer lors des tentatives de conquêtes safavides du XVIIe siècle. Ainsi, en intégrant des musulmans d’ethnies différentes (Perses et Chinois) et d’interprétations islamiques différentes (les chiites fors), les Russes alimentèrent les divisions intra-islamiques sur un même territoire, empêchant ainsi un front commun islamique face à leur occupation. Le pouvoir colonial autorisait la construction de mosquées pour les uns ou des destructions de mosquées pour les autres. Pour compléter le tout, les autorités russes laissèrent les Tog’Daryo circuler en toute impunité entre les frontières, les laissant même s’installer au Qalibastan pour qu’ils puissent concurrencer les Qalibes dans l’industrie des pêcheries sur la mer Buruk. Ils s’appuyèrent même sur les Qalibes pour diriger l’oblast du Qalibastan. Cette situation fit naître un relatif sentiment national chez les Qalibes et parfois quelques revendications. Les Russes firent donc quelques concessions, notamment en 1894, à l’arrivée de Nicolas II, telles que l’exemption de la conscription obligatoire pour les peuples des oblasts d’Asie centrale. Ainsi, la population du Qalibastan échappa à la boucherie des tranchées de la Première Guerre mondiale. Cette guerre qui ébranla le pouvoir russe et provoqua l’effacement du pouvoir impérial, à la suite des révolutions de février et d’octobre 1917. Cette situation enhardit les Qalibes à exiger plus d’autonomie. Ils furent imités par les peuples des oblasts environnants. Le problème national en Asie centrale était né. Il serait « réglé » par Lénine, en 1921 et 1922, en transformant les anciens oblasts tsaristes en républiques socialistes, intégrées de force dans une nouvelle association, une nouvelle forme d’Union, l’URSS.

L’Empire soviétique et ses reliques politiques et économiques

Pour parvenir à renverser le tsar, pour prendre le pouvoir et surtout pour le conserver, les différentes équipes de révolutionnaires russes durent satisfaire aux exigences nationales des différents peuples colonisés par l’Empire des tsars. Ainsi furent-elles toutes, entre février et octobre 1917, prodigues de promesses d’autonomie, voire d’indépendance.

Ce fut aussi le cas des bolcheviks de Lénine, arrivés au pouvoir en octobre 1917. Lénine avait confié le dossier des nationalités à Staline. Ce dernier avait réussi à convaincre Lénine qu’il fallait incorporer les luttes nationales à la grande lutte sociale. Les luttes nationales devenaient des transitions vers la lutte sociale conduisant au socialisme. Cette vision était plutôt marginale chez les marxistes internationalistes, qui visaient la solidarité de la classe prolétarienne plus que des sentiments nationalistes. Nommé commissaire aux Nationalités, Staline devait donc orchestrer cette politique des nationalités. Il se devait d’être réaliste. Il fit des concessions temporaires avec les nations d’Asie centrale, surtout quand le régime bolchevik sombra dans la guerre civile (1918-1921).

Les bolcheviks évoluèrent, proposant d’abord à chaque nationalité l’indépendance avec traités bilatéraux, puis l’autonomie dans une forme de confédération et finalement, en continuité relative avec l’Empire du tsar, l’incorporation de ces peuples dans une union de républiques, l’Union des républiques socialistes soviétiques (URSS). Les Qalibes devenaient citoyens, citoyens soviétiques. Staline avait écrit aux populations d’Asie centrale (donc aux Qalibes) cette proclamation de 1918 :

« Musulmans de Russie […] vous tous à qui mosquées et lieux saints ont été détruits (affirmation demandant de grandes nuances) par les Tsars et les oppresseurs de Russie, vos institutions culturelles et nationales sont déclarées libres et inviolables[[10]](#footnote-10). »

Voilà une belle promesse. Mais pour rallier les peuples d’Asie centrale à l’URSS, le Kremlin allait s’appuyer sur certaines factions des élites locales composées de réformateurs locaux et surtout sur les colons et les militaires russes installés dans la région. Bref, ce sont les nouveaux oppresseurs russes.

La soviétisation du Qalibastan fut lente entre 1922 et 1936. Elle fut accélérée au moment où Staline dirigea seul l’URSS, dès 1936, et ce, jusqu’en 1953. Revenant sur ses propos de 1918, il prit la décision de détruire les solidarités locales et nationales au Qalibastan en y envoyant des milliers de Caucasiens, dont des Géorgiens. De plus, il fit recruter, puis instruire à Moscou, des individus, des collaborateurs dociles et ambitieux (mais pas trop) des différentes républiques d’Asie centrale. Il choisissait ses candidats dans le monde rural, car ils étaient hostiles à leurs congénères urbains. Staline exploitait les divisions locales, comme tout impérialiste. Il modelait l’*homo sovieticus* d’Asie. Pour les vieux collaborateurs, les vieux réformateurs musulmans d’Asie centrale, ce fut le goulag ou la mort, c’était l’époque des grandes purges staliniennes de 1937-1938. La nouvelle élite qalibe et soviétique devint un groupuscule de fonctionnaires dociles et ambitieux de la nomenklatura.

Pourtant, notons une contradiction (ce ne sera pas la seule en URSS) : le but des politiques staliniennes était de briser les élans nationaux, mais les territoires des républiques soviétiques furent découpés en fonction des groupes nationaux, permettant un relatif rassemblement national. C’est pour contourner cette contradiction que Staline pratiqua les immenses déplacements de populations du Caucase vers l’Asie centrale, tentant de briser les solidarités nationales tout en respectant les frontières. Ce fut un échec.

Les républiques socialistes et soviétiques d’Asie avaient donc conservé essentiellement les frontières des oblasts de l’époque du tsar. Le pouvoir soviétique maintint les divisions ethnoculturelles sur chacun de ces territoires. Chaque république obtint des structures politiques et administratives identiques à la République socialiste et soviétique de Russie. Elles avaient toutes un Soviet suprême divisé en deux chambres, soit un Soviet de l’Union et un Soviet des nationalités. La République du Qalibastan fut dirigée par un secrétaire général, comme au Kremlin, surveillé de près par un haut fonctionnaire russe.

Certaines républiques comportaient aussi des zones territoriales autonomes habitées par des minorités ethnoculturelles ou religieuses. Dans la République du Qalibastan, la province de Xalqal, au sud-ouest, fut une zone autonome attribuée par les Soviétiques à la minorité perse, les Fors; cette région autonome se nommait le Forstan. Les privilèges d’autonomie du Forstan furent abolis lors de l’indépendance qalibe de 1992. Les discussions furent complexes autour du Forstan. Les Qalibes indiquèrent que le Forstan était un territoire qalibe, reconnu à l’intérieur des frontières du Qalibastan. Le Forstan, selon eux, avait un statut particulier, mais au sein du Qalibastan. Un peu comme la Tchétchénie est partie intégrante du territoire de la Fédération de Russie, avancèrent-ils ! Les Russes donnèrent absolument raison aux négociateurs qalibes. Les Fors auraient bien souhaité conserver leur autonomie à défaut d’obtenir l’indépendance, mais ils faisaient face à des Qalibes qui refusaient systématiquement ces revendications. Les négociateurs envoyés à Moscou par Chodirxon estimaient donc que cette zone autonome était partie intégrante de leur république dont les frontières furent reconnues d’ailleurs en 1960 lors du traité de Moscou, à la suite de la création du Solasistan. De plus, cette province, où l’on exploite du pétrole depuis 1971, allait perdre de plus en plus son autonomie au fur et à mesure de l’exploitation pétrolière. Les Fors étaient minorisés par l’afflux de Russes, de Qalibes et, aujourd’hui, de ressortissants étrangers attirés par l’or noir. Outre l’intégrité territoriale, les Qalibes voulurent conserver les ressources pétrolifères.

Pendant l’occupation soviétique, Moscou n’aura pas réussi, malgré de nombreuses réformes politiques et économiques, à urbaniser la population qalibe. Autre contradiction : puisque les Soviétiques s’appuyaient surtout sur les populations rurales, alors pourquoi urbaniser ? Et surtout, pourquoi cet échec ? Les demandes en riz et en coton des autorités centrales étaient gigantesques et nécessitaient une importante population rurale, une main-d’œuvre abondante que seule une mécanisation efficace aurait pu remplacer. Comme l’industrie de la machinerie agricole soviétique tardait à livrer ses médiocres produits, la mécanisation fut inefficace, et la main-d’œuvre nécessaire. Ces paysans s’entendaient peu avec les Qalibes urbains, ces citadins dont on se méfiait aussi à Moscou. En fait, cette situation permettait aux Russes d’exploiter les différences sociales en jouant, les uns contre les autres, Qalibes ruraux et Qalibes urbains. Les Soviétiques exploitaient cette rivalité pour mieux contrôler la république. Moscou, rappelons-le, choisissait ses apparatchiks chez les Qalibes des campagnes, installant même ces ruraux en autorité au cœur des villes. La rivalité eut des effets négatifs sur les dirigeants qalibes au service de l’URSS. Ils ne se recrutèrent que dans les milieux paysans et ruraux puisque les urbains étaient quasi systématiquement exclus. Cette manière de faire, la cooptation « consanguine » d’une bureaucratie idéologisée, allait aboutir naturellement au népotisme, au clientélisme puis à la corruption généralisée des dirigeants qalibes. Ce sont ces individus, ces apparatchiks, qui négocièrent l’indépendance du Qalibastan à la chute de l’URSS (1991-1992) et qui, depuis, contrôlent toujours le pays, désignant encore leurs successeurs.

Au moment de l’indépendance, cette oligarchie d’ex-apparatchiks soviétiques mettra la main sur tous les secteurs productifs et lucratifs du pays. Aujourd’hui, ces hommes sont appelés les To’da Boy. Les To’da Boy ont été dirigés par le président du pays depuis 1992. Rien de moins. Paklat Guidoniev fut leur chef de 1983 à 2017, tout en étant à la fois secrétaire-général du Parti communiste de la RSS du Qalibastan de 1983 à 1991 et président de la République du Qalibastan indépendant de 1992 à 2017. Paklat Guidoniev allait conserver dans le pays les pratiques de corruption soviétiques généralisées dans toute l’URSS de l’époque brejnévienne (Léonid Brejnev, secrétaire général du PC de l’URSS de 1964-1982) concernant les nominations du personnel et l’accès aux produits dits de luxe. Guidoniev a aussi mis en place un culte de la personnalité digne de celui de Staline. Par exemple, on peut, dans la capitale du pays, en grimpant l’escalier de la tour de la Régénération, une tour de 83 mètres, frotter un moulage du crâne dégarni et plaqué or de feu le président Guidoniev et faire un vœu. Cette tour et ce culte proviennent de la volonté même de Guidoniev. Si la République du Qalibastan s’est libérée de l’emprise russo-soviétique, elle demeure sous le joug d’une dictature, dont le chef se compare avantageusement à un parrain de la mafia.

L’indépendance

L’indépendance du 22 novembre 1992 obligea les autorités qalibes à doter la République d’une constitution. Pourtant, les élites soviétiques qalibes ne souhaitaient pas l’indépendance, elles craignaient d’y perdre leur pouvoir. Jusque-là, le Parti communiste de la RSS du Qalibastan, dominé par les apparatchiks, avait été d’une docilité inouïe face à Moscou. Les deux seuls moments de désobéissance publique de ces privilégiés du système datent de l’époque de Mikhaïl Gorbatchev, alors Secrétaire général de l’URSS entre 1985 et 1991. Les autorités qalibes refusaient les réformes gorbatchéviennes, la *perestroïka* (restructuration économique) et surtout la *glasnost*, qui signifiait « transparence ». Le régime soviétique, malgré les tentatives de réformes de Gorbatchev, s’effondra. Avant l’effondrement final, les autorités de Moscou imposèrent l’indépendance aux républiques centrales. Personne au Kremlin, au Soviet suprême de Moscou, redevenu le temps de le dire la Douma, ne souhaitait le démembrement de l’URSS. On a bien tenté de conserver des liens par la création de la CEI, Communauté des États indépendants, mais la population de la Russie estimait que l’Asie centrale lui avait déjà coûté trop cher. Pour conserver le contrôle sur la Russie, on disloqua l’URSS. Les élites locales ne souhaitaient pas l’indépendance, mais elles furent coincées en le diktat de Moscou et la volonté populaire. Une fois le principe d’indépendance admis par les apparatchiks du Qalibastan, il fallait négocier les frontières du pays et surtout régler la délicate question des ressortissants russes vivant depuis un peu plus d’un siècle parmi les Qalibes, et dominant ceux-ci.

La démocratie de la République qalibe mort-née ?

Aux yeux de plusieurs Qalibes, les autorités qalibes devaient introduire plus de transparence et, éventuellement, la démocratie dans un pays qui ne l’avait pourtant jamais connue. C’était un souhait « populaire », mais les autorités qalibes composées par des autocrates corrompus ne voulaient pas de ces changements. La démocratie était-elle possible et viable en 1992-1993 ? La constitution qalibe de 1993, épine dorsale des institutions politiques, ne comprend pas de préambule sous forme de Déclaration des droits. Droits et devoirs sont inclus dans la constitution. Surtout les devoirs. Donc, la mise en place des institutions politiques de la République du Qalibastan fut l’œuvre d’ex-apparatchiks du système soviétique. Les To’da Boy protègent, depuis 1992, leur pouvoir économique en contrôlant la vie politique.

État et système politique en bref

État, politique, division administrative et frontières

Drapeau



Nom

République du Qalibastan

Régime politique

Présidentiel : président élu au suffrage universel pour 7 ans (depuis 2007)

Branche législative

Parlement bicaméral :

* *Assemblée législative*(340 députés éligibles à 20 ans)
* *Chambre des provinces*(25 représentants éligibles à 35 ans, 5 représentants par province)

Système juridique

* Romano-germanique, conservant des traits de l’époque soviétique.
* Pas d’indépendance.

Gentilé

Qalibe ou Qaliba

Langue officielle

Qalibe, langue turcique

Capitale

Chodirxon

Chef d’État et du gouvernement

Président

Forces armées

Armée nationale qalibe (ANQ), forces terrestres et aériennes[[11]](#footnote-11)

Services de sécurité intérieure

Police nationale qalibe[[12]](#footnote-12)

Division administrative

5 provinces et préfectures

Province (*viloyatlar*) d’Ipakyol

* Corridor de 1500 km sur 220 km qui traverse tout le pays, d’est en ouest. Se compose d’oasis et d’une steppe herbeuse.
* Villes principales : la capitale, Chodirxon (là où le Khan plante sa tente); Ipakand (là où on échange), ville musée rappelant le dynamisme commercial à l’apogée de la route de la soie; Masjdemal(là où se trouve la Mosquée émaillée) avec sa magnifique mosquée datant du IXe siècle de notre ère.
* La province d’Ipakyol est reconnue comme patrimoine mondial de l’UNESCO.
  + Activités agricoles
  + Tourisme

Province (viloyatlar) de Serhosil

Au nord-ouest : Elle est traversée par le fleuve Olikdaryo, riche en rizières en champ de coton et de blé.

* Pêcheries de la mer Buruk (limitées).
* Présence des Tog’Daryo**.**

Province (viloyatlar) de Tuyadasht

Au nord-est : Province désertique, près des plateaux désertiques où l’on élève les chameaux.

Province (viloyatlar) de Xalqlal

Au sud-ouest : Province désertique, riche en pétrole et en uranium.

* Ville importante : Neftshahar,la plus moderne et pluriculturelle
* Présence de ressortissants étrangers
* Présence de la minorité transfrontalière des Fors, minorité musulmane perse et chiite.

Province (viloyatlar) de Kochmanchilar

Au sud-est :

* Province désertique
* Nomadisme
* Présence des Xitoy (minorité sinisée)

Superficie et frontières du Qalibastan

Superficie totale du pays

2 909 824 km²

Frontières du pays

* Issues de fusions des oblasts de l’Empire russe
* Différentes refontes par les Soviétiques dès sa fondation en 1924 jusqu’en 1971
* Frontières de 1971 reconnues lors de l’indépendance.

Indépendance

22 novembre 1992.

Les pouvoirs, la constitution de 1993 et la réelle pratique du pouvoir

La constitution établie le 29 mars 1993 garantissait fermement la séparation des pouvoirs (Article 11). Dans les faits, le type de régime présidentiel, la nature oligarchique et la corruption généralisée des gouvernements Guidoniev et Chirigan ont contribué à un contournement important des règles constitutionnelles, conduisant le système politique vers une large concentration du pouvoir entre les mains des chefs d’État et des To’da Boy. De plus, les articles 48 et 49 de la constitution de la République qalibe permettaient au président de diriger par décrets-lois (Art. 48) et de contourner le Parlement par la voie référendaire (Art. 49). Malgré la constitution de 1993, ce régime est dictatorial.

Pouvoir exécutif

Le président de l’État dispose d’un pouvoir considérable. Il désigne les membres du gouvernement, dont il est le chef, mais les membres sont investis par le Parlement. Il commande les forces armées et policières au sein du Conseil de protection (sécurité intérieure et extérieure). Il peut dissoudre le Parlement. Il nomme les juges des cours supérieures préfectorales et de la Haute Cour nationale ainsi que les préfets des provinces. Il possède aussi une partie du pouvoir législatif, car il peut rédiger des projets de loi et modifier les institutions par voie référendaire.

Pouvoir législatif

Le Parlement bicaméral partage le pouvoir législatif avec le gouvernement qu’il investit. Il vote les lois, les budgets et contrôle le gouvernement dans sa politique étrangère, surtout sur les déclarations de guerre et les traités de paix.

L’Assemblée législative est formée de 340 députés élus au suffrage universel uninominal à deux tours et les membres de la Chambre des provinces (forme de Sénat ayant pour seul pouvoir le droit de modifier les lois) sont élus à partir d’une liste de candidats proposés par les préfets des provinces, selon le même mode de scrutin que celui de l’Assemblée législative. Les lois modifiées par la Chambre des provinces retournent pour approbation à l’Assemblée législative.

Selon la constitution, le multipartisme est un droit admis. Mais la réalité est toute autre.

Pouvoir judiciaire

Le système judiciaire qalibe a la responsabilité de l’interprétation des lois. Mais il n’est nullement séparé de la fonction exécutive puisque c’est elle qui désigne les juges. De plus, le président détient aussi le pouvoir (partagé avec le gouvernement et le Parlement) d’élaborer les lois et de modifier la constitution du pays, sur une seule proposition présidentielle plébiscitée.

Une histoire récente : corruption et dictature

Ce système est la pure création des anciens apparatchiks soviétiques locaux. Lors de la chute de l’URSS, ces politiciens corrompus mirent la main sur la production de pétrole, de coton, d’uranium et même sur l’immobilier et l’hôtellerie. Millionnaires, parfois milliardaires, ces anciens agents de Moscou prirent le contrôle du pays de manière oligarchique, mais demeurant sous la botte d’un chef avec qui ils ont toujours collaboré, Paklat Guidoniev.

Le corrupteur en chef, dernier secrétaire général de la RSS du Qalibastan et premier président de la République indépendante du Qalibastan (1983-*1992* à 2017), s’installa aux commandes avec quelques membres de sa famille et des apparatchiks. Président désigné, Guidoniev a toujours nommé sa garde rapprochée au gouvernement.

Si les élections présidentielles et parlementaires se déroulent selon un calendrier régulier, elles sont tout aussi régulièrement manipulées. Plusieurs accrocs furent constatés lors des différentes élections parlementaires de 2003, 2008 et 2013. Que dire des présidentielles où les boîtes de scrutin apparaissent et disparaissent comme par magie, ou encore où des bulletins de vote sont déposés dans les boîtes de scrutin quelques jours avant l’élection ? Il y a aussi des partis politiques interdits au Qalibastan et de multiples arrestations lors des campagnes électorales, surtout chez les partis s’opposant au président, et ce, malgré la constitution. Aux élections de 1997, de 2002 et de 2009 (en 2007, une réforme introduite par Guidoniev permit que le mandat présidentiel passe de 5 à 7 ans[[13]](#footnote-13)), Paklat Guidoniev était élu président avec 95 % des voix. Ces résultats laissèrent la communauté internationale dubitative, Amnistie internationale et même l’ONU dénoncèrent plusieurs irrégularités, mais la République populaire de Chine et la Russie de Poutine applaudirent aux beaux résultats de Guidoniev et au bon fonctionnement des élections. Guidoniev est décédé avant la fin de son mandat et fut remplacé sans élections par l’un de ses dauphins présumés, mais un peu plus dans l’ombre, Yarmi Chirigan. Ce dernier est toujours en poste, car il fut réélu à l’automne 2020. Cette élection présidentielle de 2020 sème toujours le doute dans la communauté internationale[[14]](#footnote-14).

Bien que le multipartisme soit admis, la diversité des partis politiques cache mal le fait que ceux-ci soient dépendants et idéologiquement proches du parti créé par le défunt président Guidoniev et celui de l’actuel président, Yarmi Chirigan. Ce parti présidentiel (noyauté par les To’da Boy) s’appelle l’Abadiy Kuch Partiya, le Parti de la force éternelle. Outre le parti présidentiel, nous retrouvons les partis suivants : le Parti national qalibe (PNQ), le Parti libéral national qalibe (PLNQ), la Ligue qalibe et finalement Shaffaflik Partiya (parti Transparence, le SP), tous plus ou moins dans la ligne programmatique du parti présidentiel, mais avec différentes sensibilités. Le SP montre un peu plus de sens critique à l’égard du régime, mais on peut légitimement se demander si c’est une mise en scène du gouvernement pour se donner un vernis démocratique devant les critiques des démocrates qalibes et des ONG.

Trois partis politiques sont interdits dans la République du Qalibastan; ils menaceraient l’ordre établi, selon le gouvernement et ses To’da Boy. Ces trois partis sont l’Islom Demokratiya Partiya (IDP - un parti islamique ouvert), le Ishchi Partiya (IP, Parti ouvrier, nouveau nom du Parti communiste, qui rassemble nostalgiques et mécontents sociaux) et finalement Demokratiya qaliba (DQ, Démocratie qalibe, un parti composé d’intellectuels et d’une bonne partie de la jeunesse et des couches démographiques un peu plus âgées du pays rêvant encore de démocratie). Depuis 2004 et jusqu’à maintenant, on observe de nombreuses arrestations arbitraires des militants et du personnel administratif de ces trois partis, lesquels glissent de plus en plus vers la clandestinité. Si les peines d’emprisonnement sont courtes, elles sont suffisamment nombreuses et récurrentes pour étouffer les capacités de fonctionnement de ces partis et d’une réelle opposition.

Devant ces irrégularités démocratiques, irrégularités que ne reconnaissent pas la Russie et la Chine, émergent parfois des critiques de la communauté internationale et de diverses ONG (Amnistie internationale, Reporters sans frontières, etc.). Mais nous disposons de peu d’information sur la situation intérieure du pays.

Les médias

Le régime politique, le président et ses To’da Boy contrôlent totalement et censurent les médias. Ce contrôle contrevient à l’article 67 de la constitution. L’organe officiel de la presse et de l’information du Qalibastan, la Gazetalari, se contente de transmettre les annonces du régime. L’ensemble du personnel de l’information de cet organe de presse est membre du parti présidentiel.

Certains journalistes et lecteurs ou lectrices de nouvelles télévisées sont décorés de l’Ordre des steppes, attribué à ceux et celles qui rendent service au pays. Seuls les membres du Parti de la force éternelle (Abadiy Kuch) reçoivent cette distinction. La presse écrite, les services radiodiffusés et télédiffusés de l’information sont sous la tutelle du président et de l’oligarchie de millionnaires aux commandes du Qalibastan. Pourtant se développe en coulisse une instance, une presse libre soutenue par un groupe plus ou moins clandestin, la Gazeta Ozod. Ces journalistes libres tentent par divers moyens − contacts extérieurs, réseaux sociaux, collaboration de la population civile en opposition au régime − à transmettre une information indépendante à l’intérieur même des frontières qalibes, mais aussi pour la communauté internationale.

Ce sont les journalistes de la Gazeta Ozod qui nous ont appris par exemple que l’industrie cotonnière du Qalibastan employait encore des enfants (2015-2016), que le gouvernement qalibe réprimait brutalement les grèves ou émeutes ouvrières du secteur pétrolier visant une amélioration des conditions de travail (plus de 400 morts en trois mois, de mars à juin 2015) et, finalement, que les autorités avaient recours à la brutalité pour étouffer les revendications des Tog’Daryo, poussant certains d’entre eux à prendre les armes et à créer une branche militaire ou terroriste, les Tog’Daryo Jinni.

Économie

Le Qalibastan possède de nombreuses ressources liées à l’énergie qui peuvent, selon les circonstances, lui rapporter. Depuis cinq ans, la prospection minière est en hausse, mais déjà les énergies fossiles et l’uranium permettent au Qalibastan de mieux se classer parmi les possesseurs de ressources énergétiques.

* Frôlant les 2100 tonnes par année depuis 2018, l’extraction et la production d’uranium classent le Qalibastan au premierrang mondial, suivi du Canada (9000 à 10 000 tonnes par année).
* Pour ce qui est du pétrole, plus qu’autosuffisant et capable d’exporter mais modestement, le Qalibastan avec 1,6 million de barils par jour (autour de 70 à 80 millions de tonnes de pétrole par année) se classe entre le 15e et le 18e rang mondial depuis 2012.

Finalement, les activités économiques qalibes reposent à :

* 18 % sur l’agriculture (riz, blé et coton) et les pêcheries.
* 45 % sur les ressources naturelles et énergétiques : pétrole, charbon (peu mais en hausse) uranium (très demandé par les Russes); la production et la vente sont sous la coupe de conglomérats miniers russo-qalibes, RosAtom et QabAtomProm.
* 37 % sur les services, dont une partie importante dans le secteur du tourisme.

Profil économique du Qalibastan

| Indicateurs | Données | Précisions |
| --- | --- | --- |
| Produit intérieur brut (PIB) | 121 milliards de dollars américains | Estimation de la Banque mondiale en dollars américains |
| PIB per capita | 8 589 dollars américains | Estimation de la Banque mondiale en dollars américains |
| Croissance économique | 5,6 % | Selon les estimations de la Banque mondiale, les taux de croissance sont en baisse depuis 2006-2007, passant de 9,5 % en 2007 à 8,2 % en 2012 et à 5,3 en 2017-2020. |
| Monnaie | Tenge qalibe | 1 tenge = 0,002 3 dollar américain |
| Inflation | 6,2 %\*  10,3 %\*\* | \* Ministère qalibe de l’Économie  \*\* FMI |
| Taux de chômage | 8,1 % | Banque mondiale |
| Taux de pauvreté (<1,90 $/jour) | 7 % | 2017 : FMI et Banque mondiale |
| Indice de développement humain (IDH) | 0,776 | ONU |
| Balance commerciale | Déficitaire | Déficit de 6,4 milliards de dollars américains (FMI et Banque mondiale) |
| Principaux fournisseurs | Chine, Russie, Corée du Sud, Turquie, Allemagne, France et États-Unis. | Aucune |
| Principaux clients | Chine, Russie, Corée du Sud, Turquie, Allemagne, France et États-Unis.  La Chine et la Russie sont prépondérantes[[15]](#footnote-15). | Aucune |
| Rang mondial des puissances économiques | 105e | FMI et OCDE |
| Investissements en Éducation, en % du PIB | 8,4 % | Banque mondiale et gouvernement qalibe |

L’éducation au service de l’économie et du régime

La République du Qalibastan a conservé de l’époque soviétique et amélioré, après d’importants reculs temporaires, son réseau scolaire, réseau public et aléatoirement financé. Donc, l’excellent taux d’alphabétisation ne doit pas nous aveugler. Pour l’apprentissage des matières de base permettant de lire, écrire, compter, etc., l’enseignement est de grande qualité.

À un niveau supérieur, le gouvernement qalibe finance tout ce qui est technique, tout ce qui touche le secteur énergétique, l’ingénierie, la médecine et l’environnement. Ce financement des sciences environnementales peut surprendre, mais ces sciences étaient estimées nécessaires pour lancer la revitalisation de la mer Buruk et pour adopter une culture du riz et du coton exigeant moins d’eau. Pour réalimenter la mer Buruk, avec un débit d’eau plus volumineux, les champs irrigués par ces mêmes eaux devaient faire avec moins. Il fallait donc développer une expertise en biologie et en agriculture, ainsi que de vastes connaissances sur les écosystèmes et le développement durable. Pourtant, les études environnementales pourraient être sacrifiées devant les profits que laisse miroiter la nouvelle route de la soie chinoise, qui tapissera le territoire qalibe d’oléoducs et de gazoducs.

Il en va autrement pour les sciences humaines ou sociales, qui font peur au régime. Ces domaines d’études ont été jusqu’ici sous-financés. On craint que la formation en sciences humaines fasse naître des esprits critiques, des opposants au régime. Depuis 2016, on note chez le gouvernement qalibe une volonté de diminuer la quantité de cours disponibles dans ce domaine. À la veille de sa mort (13 mars 2017), le président Guidoniev souhaitait décréter la fin des cours de sciences politiques dans les facultés universitaires et réduire le champ d’études historiques à la période allant jusqu’en 1983. Son successeur est plus hésitant sur de telles mesures ouvertement critiquées par la communauté internationale et même la Russie.

En gros, l’enseignement primaire et secondaire est dispensé dans plus de 3000 écoles, et l’enseignement supérieur dispose d’un réseau de 51 collèges techniques et de deux universités. Une première université fut créée à l’ère soviétique, en 1929, dans la capitale, Chodirxon; c’est l’actuelle Université nationale qalibe. Une seconde fut ouverte et en partie soutenue financièrement par le gouvernement en 1999 (mais fonctionnelle en 2004 seulement), l’Université islamique, située dans la ville de Masjdemal. Cette université a été demandée par plusieurs autorités musulmanes du Qalibastan afin de contrer l’influence du chiisme des Iraniens et de la minorité Fors, mais surtout du wahhabisme dans la région. On a préféré leur donner une école publique de hautes études islamiques respectant les sensibilités confessionnelles sunnites et plus syncrétistes de l’islam qalibe.

Les dépenses pour le réseau d’éducation représentent 8 % du PIB qalibe. On prétend qu’à l’époque soviétique, et jusqu’en 1992, les dépenses en éducation représentaient 12 % du PIB. Les dépenses chutèrent jusqu’à 6,7 % du PIB en 2004 pour remonter à 8,4 % du PIB en 2006. Les dépenses actuelles en éducation représentent toujours plus ou moins 8 % à 9 % du PIB.

On estime que 70 % des dépenses en éducation vont aux écoles primaires et secondaires et que 30 % vont aux collèges techniques et aux deux universités. Le gouvernement qalibe assume 50 % des frais liés à l’éducation supérieure, le reste est puisé chez les étudiants via les frais d’inscription; les inscriptions sont en hausse depuis 2007‑2008.

Causes du conflit civil et événements déclencheurs

On critique parfois ouvertement, ce qui est rare dans la région, l’oligarchie corrompue au pouvoir. Les autorités politiques bénéficiaient au moins, jusqu’en 2015, du soutien de la composante majoritaire de la population, les Qalibes. Depuis, la popularité du Parti de la force éternelle et de ses leaders, le défunt président Paklat Guidoniev et son successeur, l’actuel président Yarmi Chirigan, plonge dans l’opinion. L’héritage de Guidoniev, malgré l’instauration d’un culte sur sa personne, est de plus en plus contesté. La pauvreté persistante et toujours importante dans la population rend insoutenable et inacceptable la corruption dont profitent des To’da Boy.

Les critiques et revendications proviennent surtout des ouvriers de l’industrie pétrolière, ceux et celles de la ville de Neftshahar (ville pétrolière), qui vivent au contact des nombreux ressortissants étrangers. Le contact régulier avec ces étrangers leur a fait connaître d’autres perspectives. Ils veulent améliorer leurs conditions de travail (salaire, heures travaillées, syndicalisation), mais le gouvernement Guidoniev fut peu ouvert, réprimant dans le sang les grèves de 2015. Le gouvernement actuel, celui de Chirigan, est tout aussi répressif. Si certains investisseurs expriment un malaise devant la corruption et le déni de démocratie, d’autres ne songent qu’à sauvegarder leurs revenus et souhaitent le maintien de l’ordre. De cette grève de 2015 est née l’Union des travailleurs du pétrole (UTP), dont les membres affichent une volonté ferme de changement.

Par ailleurs, la population paysanne du Serhosil est éreintée par le travail dans les rizières et les champs de coton. Elle s’inquiète de ses conditions, constatant une chute de la production dans son secteur et donc une baisse de revenus. Ces paysans sont les témoins d’un relatif rétablissement du travail obligatoire des enfants (2015). Certains agriculteurs qalibes tentent une reconversion vers le secteur des pêcheries. La pêche est redevenue possible grâce à la revitalisation de la mer Buruk. Or, difficulté supplémentaire, une minorité ethnique transfrontalière, les Tog’Daryo, revendique la quasi-exclusivité de la pêche dans le bassin nord de la mer Buruk, chassant les pêcheurs qalibes.

Un projet qui divise : la nouvelle route de la soie chinoise

Depuis 2012, mais surtout depuis 2015, les gouvernements de la région d’Asie centrale sont au cœur de négociations autour d’un projet chinois (et en partie russe) d’une nouvelle route de la soie. Il s’agirait d’établir un immense corridor énergétique pour alimenter les besoins chinois. En fait, l’Asie centrale deviendrait une forme d’autoroute d’oléoducs et de gazoducs passant de la Russie à la Chine. La République populaire de Chine, énergivore, s’approvisionnera volontiers de toutes les ressources énergétiques possibles. Les Chinois souhaitent que leurs produits puissent se rendre sans obstacles en Europe, sans utiliser la voie navale, dont le détroit de Malacca. Or, cette route passera au cœur du Qalibastan. Le gouvernement qalibe et les To’da Boy sont franchement intéressés, y voyant une hausse de leurs revenus et accessoirement des revenus du pays. De plus, le Qalibastan dispose d’une réserve importante de pétrole, assez pour s’alimenter et pour exporter vers la Chine. Le Qalibastan peut vendre non seulement du pétrole, mais aussi de l’uranium pouvant servir à l’élargissement, en Chine, de la production nucléaire de l’électricité. Mais les Russes contrôlent une partie des mines d’uranium qalibes. Un problème, ces négociations ne sont absolument pas transparentes malgré les promesses d’investissements chinois.

Pour le bon fonctionnement du projet, les Chinois et les Russes souhaitent (ou exigent) la stabilité sociale et politique au Qalibastan; en somme, ils veulent de l’ordre.

Ce projet exigeant l’ordre inquiète les réformateurs, les démocrates, les environnementalistes du Qalibastan, même si une partie de la population y voit une manne possible dont elle ne pourrait se passer. Les scientifiques et environnementalistes qalibes craignent le passage de gazoducs et d’oléoducs sur le territoire. Quel sera leur impact sur les oasis, les minces cours d’eau circulant dans la province d’Ipakyol ? Quel sera l’impact de ces passages sur la mer Buruk nouvellement revitalisée ? Autre menace décriée par les écologistes, les réserves d’uranium exigeront de creuser davantage de mines et ces dernières environnent la mer Buruk. Comme protectrice de la province d’Ipakyol, tronçon de l’ancienne route de la soie, l’UNESCO est inquiète devant ce projet. Elle souhaite recevoir plus de détails sur ce dernier, mais les Chinois et les Russes se cachent derrière des intérêts étatiques qui priment sur les inquiétudes de ces protecteurs de territoires et d’« antiquités ». Il faut dire qu’une détérioration des infrastructures historiques et de l’écosystème d’oasis particulier de cette province du Qalibastan pourraient faire chuter l’intérêt des nombreux touristes (entre 500 000 et 1 000 000 par année) venant en ce pays pour ces seules raisons.

La poudrière Tog’Daryo

Les plus inquiets demeurent les Tog’Daryo. Ayant à nouveau accès à la mer Buruk et aux pêcheries qu’ils revendiquent comme territoire ancestral, ils estiment que le projet chinois est une violation de leurs droits territoriaux. Si certains Tog’Daryo voient dans ce projet chinois une possibilité d’améliorer leur sort, la très grande majorité s’y oppose. Ils condamnent aussi le retour des Qalibes vers les pêcheries de cette mer.

Les Tog’Daryo exigent depuis 2015 une place à la table des négociations. Mais ils vivent dans quatre États différents. Les Russes refusent de leur laisser une place, le Chokindistan et le Yerustan aussi. Reste le Qalibastan où vit la majorité des Tog’Daryo (estimation). Le gouvernement qalibe de Paklat Guidoniev leur avait refusé cette place et c’est encore le cas avec celui de Yarmi Chirigan. Les Tog’Daryo ont tenté de profiter des différentes crises ci-haut mentionnées pour tenter de faire des gains. Chirigan n’apprécie pas ce qu’il considère comme des dérives chez les Tog’Daryo, notamment leur politique d’exclusion des Qalibes à l’activité de la pêche en mer Buruk. Peut-on y voir un objet d’échange pour de futures négociations ?

Ces refus provoquent une radicalisation chez les Tog’Daryo. Une majorité souhaite demeurer dans la voie des négociations pacifiques avec le gouvernement qalibe, mais une minorité résolue décide de prendre les armes. Les Tog’Daryo se divisent en deux branches, la branche politique, et la branche armée appelée les Jinni.

Depuis 2019-2020[[16]](#footnote-16), des pêcheurs qalibes disparaissent en mer Buruk, on ne retrouve jamais leurs corps. Si le geste n’est pas revendiqué, on soupçonne les Tog’Daryo Jinni. Le 30 mars 2019, les Jinni lançaient un manifeste politique annonçant que l’état d’infériorité dans lequel les tiendraient les Qalibes et leur gouvernement doit cesser et qu’ils prendront les moyens nécessaires pour y arriver. Sans ambages ils annoncent qu’ils s’en prendront aux intérêts qalibes et particulièrement à ceux du gouvernement et des To’da Boy, et ce, par la force.

Le 29 novembre 2021, deux bombes éclatent sur des sites gouvernementaux qalibes. La première, au ministère des Affaires étrangères, tuant quatre personnes et en blessant treize autres. La seconde, au Bureau de l’énergie qalibe, ne tuant personne, mais blessant quatre employés d’entretien. Ce double attentat est revendiqué le jour même par les Jinni qui, dès le lendemain, annoncent la prise de contrôle du territoire Tog’Daryo, c’est-à-dire une bande de terre au nord de la mer Buruk et dans la province de Serhosil.

Le gouvernement met en branle le Conseil de protection, donc l’armée, les Renseignements et les forces policières qui couvrent l’ensemble du territoire. Le conflit s’ouvre le 30 novembre 2021. Reste que la marge de manœuvre du gouvernement qalibe est mince; il gouverne un pays enclavé entre la Chine et la Russie, deux puissances souhaitant l’ordre et la réalisation du projet de nouvelles routes de la soie. Le Qalibastan, comme tous les pays d’Asie centrale, est membre de la Communauté des États indépendants (CEI) qui propose des liens flous avec la Russie, remplaçant l’URSS; il participe aussi et surtout à l’Organisation du traité de sécurité collective (l’OTSC : les Russes y conservent leur influence militaire) et à l’Union économique eurasiatique (UEE : moyens pour les Russes de ne pas laisser la Chine prendre un contrôle exclusif des économies de la région). Finalement, le Qalibastan est membre de l’Organisation de coopération de Shanghai (OCSC : le Qalibastan côtoie la Russie et la Chine dans cette organisation voulant rivaliser avec les États-Unis). Ces organisations permettent de calmer les conflits frontaliers entre les États d’Asie centrale et pour certains avec la Chine, diminuant la présence militaire aux frontières. Le gouvernement Chirigan travaille à conserver son indépendance, tentant de tisser des liens avec plusieurs pays, mais ses alliances officielles l’aliènent économiquement surtout de la Chine et militairement de la Russie.

Liste des acteurs

Obligatoires. Le rôle est joué par une équipe de trois.

* Le gouvernement de Yarmi Chirigan. Président du pays, il contrôle l’armée et la police en plus du gouvernement.
* Conseil de protection : regroupement des services de renseignements, de l’armée et de la police. Y siège le président du pays.
* To’da Boy : l’oligarchie fidèle autour du président.
* Tog’Daryo : la branche politique, et Tog’Daryo Jinni : la branche armée ou militaire. (Il s’agit d’un seul acteur, divisé en deux tendances, la politique et la militaire.)
* Union des travailleurs pétroliers (UTP) : tentatives de syndicalisation du secteur et d’amélioration des conditions de travail et de vie.
* Russie : délégation composée de l’ambassadeur ou de l’ambassadrice de Russie au Qalibastan, d’un conseiller ou d’une conseillère économique et d’un conseiller ou d’une conseillère militaire.
* Chine : délégation composée de l’ambassadeur ou de l’ambassadrice de Chine au Qalibastan, d’un conseiller ou d’une conseillère économique et d’un conseiller ou d’une conseillère militaire.
* République du Yerustan : l’ambassadeur ou l’ambassadrice au Qalibastan, un conseiller ou une conseillère économique et un conseiller ou une conseillère militaire.
* République du Chokindistan : l’ambassadeur ou l’ambassadrice au Qalibastan, un conseiller ou une conseillère économique et un conseiller ou une conseillère militaire.
* République du Tujikstan : l’ambassadeur ou l’ambassadrice au Qalibastan, un conseiller ou une conseillère économique et un conseiller ou une conseillère militaire.
* République du Solasistan : l’ambassadeur ou l’ambassadrice au Qalibastan, un conseiller ou une conseillère économique et un conseiller ou une conseillère militaire.

Non obligatoires

* Partis politiques d’opposition, plus ou moins interdits :
  + L’Islom Demokratiya Partiya (IDP, un parti islamique ouvert),
  + Le Ishchi Partiya (IP, Parti ouvrier, nouveau nom du Parti communiste, qui rassemble nostalgiques et mécontents sociaux),
  + Demokratiya qaliba (DQ, Démocratie qalibe, un parti composé d’intellectuels et d’une bonne partie de la jeunesse et des couches démographiques un peu plus âgées du pays rêvant encore de démocratie).
* Gazetalari : Agence de presse et d’information fidèle au régime et contrôlée par les To’da Boy (l’oligarchie).
* Gazeta Ozod : Agence de la presse libre. Groupe clandestin de journalistes, critique et hostile au régime.
* Reporters sans frontières : ONG inquiète du sort de la presse libre et de l’accès à l’information au Qalibastan.
* Amnistie internationale : ONG inquiète des droits politiques, sociaux et juridiques des habitants du Qalibastan et notamment des Tog’Daryo.
* UNESCO : Institution de l’ONU. Protectrice du patrimoine mondial. Inquiète de l’impact de la nouvelle route de la soie chinoise sur l’environnement du Qalibastan.
* Union des investisseurs étrangers : organisation représentant les investisseurs étrangers installés au Qalibastan. Ces étrangers sont intéressés par le pétrole, l’uranium et l’immobilier. On les retrouve dans la ville pétrolière de Neftshahar et dans la capitale du Qalibastan, près du pouvoir et de l’oligarchie, Chodirxon.
* Banque qalibe et son directeur : l’oligarque Géorgi Qadamlar. La banque est coincée entre le gouvernement-oligarchie, les investisseurs étrangers et la Banque mondiale.
* Banque mondiale : elle a beaucoup investi dans la rénovation des barrages, la relance du tourisme et la revitalisation de la mer Buruk, asséchée à l’époque soviétique.
* Iran : ambassadeur ou ambassadrice d’Iran au Qalibastan et un conseiller ou une conseillère économique.

SIMULER LES GUERRES CIVILES

POUR MOBILISER LES CONNAISSANCES EN SCIENCES HUMAINES

Guerre civile en République du Qalibastan

BREFFAGE

Breffage personnel et confidentiel de rôle

Rôle

Chine – Délégation chinoise

Description

Composée de : l’ambassade de Chine au Qalibastan; la China National Petroleum & Natural Gas Corporation (CNPC), *une* compagnie d’État dont la direction sert de conseiller économique; un conseiller ou une conseillère militaire.

Niveau

Acteur international

Présentation

Pays le plus peuplé du monde et deuxième économie mondiale, la Chine est dans une période d’ascension de puissance. Elle a un projet pour l’Asie centrale, dont le Qalibastan, celui d’y développer des tronçons des nouvelles routes de la soie. La Chine investit dans les infrastructures de transport de produits et d’hydrocarbures, organisant ainsi sa stratégie mondiale et commerciale d’expansion. La Chine s’approvisionne en pétrole et en gaz auprès du Qalibastan. Par ces nouvelles routes terrestres − chemin de fer, autoroute, oléoduc, gazoduc, etc. − la République populaire vise le marché européen et mondial, en tentant de réduire ses passages commerciaux par le détroit de Malacca. Cette route navale passant entre la Malaisie et Sumatra (Indonésie) est sous haute surveillance d’adversaires de la Chine et sécurisée par les marines américaine et indienne. La Chine a donc des intérêts dans le pétrole qalibe, elle cible aussi ce territoire comme passage de sa production industrielle, et comme elle est le principal acheteur des ressources qalibes et d’Asie centrale, elle maintient la région dans une forme de sujétion.

La CNPC a ses entrées dans le Nefttaxta : Conseil pétrolier rassemblant la mairie et le milieu pétrolier de la ville de Neftshahar au Qalibastan.

La Chine est membre de l’Organisation de coopération de Shanghai (OSC), ce qui lui donne une porte d’entrée en Asie centrale.

L’ambassade chinoise au Qalibastan est située dans la capitale, Chodirxon.

Régime politique

République populaire (dictature)

Idéologie(s) / valeurs

* Socialisme de marché (marxisme)
* Nationalisme chinois
* Principe d’intangibilité des frontières

Objectifs officiels

* Protéger les intérêts économiques chinois en Asie centrale.
* Protéger le personnel diplomatique et les ressortissants chinois dans la région, surtout la CNPC.
* Marginaliser, sans rien brusquer, l’influence russe dans la région et celle, minime, des Occidentaux.
* Empêcher la sécession de territoires tog’daryo, ou leur sédition pour éviter d’affaiblir le projet des routes de la soie nécessaire à la croissance chinoise.
* Améliorer ou protéger son *soft power* dans la région.
* Un problème : le traitement des Ouïghours, ces turco-musulmans sinisés persécutés en Chine. Ces musulmans sinisés et de descendance turque existent aussi au Qalibastan, ce sont les Xytoy. Certes, le Qalibastan n’apprécie pas ou peu le caractère sinisé de cette minorité, mais le régime Chirigan et la population qalibe montrent une solidarité à l’égard de ces musulmans. En fait, le gouvernement chinois veut que la question ouïghoure/Xytoy soit complètement exclue des discussions sur les nouvelles routes de la soie, c’est une condition *sine qua non.*

Informations et objectifs privés

Objectifs privés

* Les investissements chinois et la politique d’influence chinoise exigent une stabilité à long terme,peu importe la marche à suivre**.**
* Vos objectifs publics sont tous valables et doivent être poursuivis.
* Par contre, si la sécession d’un territoire promet davantage de stabilité ou de sécurité pour vos investissements que son maintien dans un État unifié et inchangé, vous n’avez pas d’objection.
* Développer les possibilités d’investissement chinoises dans un environnement stable.
* Maintenir et développer les possibilités d’exportation de biens manufacturés chinois dans la région.
* Tout de même, comme vous êtes les créanciers du Qalibastan et de l’Asie centrale, et que cette région est en état de dépendance économique à votre égard, attention de ne pas les éloigner de votre influence par des pressions économiques et politiques excessives et attention à la Russie, qui conserve une réelle influence politique sur la région. De plus, les Russes contrôlent les secteurs miniers et les télécommunications.

Moyens d’action et contraintes

* Armée nationale de la République populaire de Chine. Forces armées terrestres, navales, aériennes : 2 000 000 de soldats et 510 000 réservistes.
* L’ambassadeur représente les intérêts de la Chine dans le pays. Il coordonne le travail des diplomates chinois et agit comme diplomate auprès de divers groupes et entités présents au Qalibastan – dont l’entreprise CNPC − et avec les représentants d’autres États. Il est le plus haut représentant diplomatique chinois mais ne décide rien tout seul, il en réfère au président chinois.
* Les moyens d’action dont vous disposez et les contraintes qui vous sont imposées sont propres à l’ambassade d’une grande puissance dans un État en développement près d’une autre puissance, la Russie. Entre autres :
  + Votre rôle symbolique limite les acteurs avec lesquels vous pouvez directement discuter, de peur de les légitimer politiquement.
  + Le gouvernement de Chine a de grandes capacités financières, une capacité militaire déployable importante ainsi qu’une influence politique et diplomatique importante sur la scène internationale.
* La Chine n’est pas présente militairement sur le terrain dans la région, mais des conseillers chinois peuvent prêter main-forte au gouvernement qalibe dans la gestion des minorités. Puisque la Russie est au cœur du système de défense de l’Asie centrale, le gouvernement chinois ne déploiera pas de troupes dans la région. Bref, seul l’envoi de conseillers techniques pourrait être envisagé, notamment des conseillers spécialisés dans les technologies de surveillance de la population.
* La Chine est un membre permanent du Conseil de sécurité de l’ONU; elle y détient d’ailleurs un droit de véto.

Informations privilégiées

* La Chine est le principal créancier du Qalibastan, dont la vie économique repose en grande partie sur les investissements chinois, même dans le domaine de l’industrie du coton. Vos investissements permettent un certain roulement de l’économie et servent aussi, par la bande, à l’amélioration de certains projets russes dans la région.

Informations relatives au déroulement du jeu de rôles

* Vous devez négocier en délégation**.** Autrement dit, vous devez tenir compte et faire la synthèse des intérêts du gouvernement et de la CNPC. Vos objectifs doivent reposer sur l’unanimité des membres de la délégation. C’est tout de même l’ambassadeur qui sera responsable des négociations officielles (si elles émergent) et habilité à signer des accords au nom de la Chine, avec l’accord du président.

Rôle

Conseil de protection

Description

Chef d’état-major des armées; directeur national ou directrice nationale de la police qalibe; directeur ou directrice des services de renseignements.

Niveau

Acteur local et national

Présentation

Organisation de sécurité et de défense créée en 1993.

* Le Conseil échappe à la constitution de 1993.
* Il est formé du président du Qalibastan (ou vice-président), du chef d’état-major des forces armées, du directeur national de la police qalibe et du directeur des services de renseignements.
* Des conseillers militaires russes peuvent y intervenir.
* Seule organisation où l’opinion de tous et toutes compte. En fait, ici, le président de la République pourrait être tenu en échec par les forces armées surtout quand il s’agit d’analyser les capacités réelles d’action des forces armées. L’oligarchie, qui a un gros mot à dire sur le financement d’actions militaires, car elle les finance, peut aussi bloquer un projet présidentiel.

Idéologie(s) / valeurs

* Nationalisme exacerbé.
* Docilité à l’égard du gouvernement.
* Secret.
* Autoritarisme et contrôle.
* Violence. Terroriser la population.
* Opportunisme et carriérisme.
* Partisanerie politique.

Soutiens

* Gouvernement
* Russie
* To’da Boy
* Chine

Informations et objectifs officiels

Objectifs officiels

* Maintenir l’ordre et veiller aux intérêts de l’État. Équilibre régional.
* Assurer ordre et surveillance au sein de la société qalibe.
* Préserver le secret et le fonctionnement occulte.
* Convaincre de la présence de l’ennemi intérieur, ici, les Tog’Daryo.

Moyens d’action et popularité

* Les moyens financiers du gouvernement.
* Le soutien de certains To’da Boy.
* Le Conseil a le monopole de la violence de l’État, il est au-dessus des lois, il a les coudées franches pour torturer et faire disparaître des gens.
* Gazetalari : organe de presse faisant la propagande gouvernementale.

Informations privilégiées

* Les forces armées qalibes sont le groupe le plus prudent du Conseil. Elles craignent l’étalement du conflit et la multiplication des ennemis intérieurs. Elles se demandent comment mobiliser et pratiquer la conscription si l’on provoque l’émergence d’ennemis intérieurs.
* L’armée et la police sont dépendantes financièrement du gouvernement, qui peut les financer sans contrôle parlementaire, bref, de manière arbitraire.
* La question tog’daryo est délicate. Le Conseil n’a aucune sympathie à leur égard, mais les Tog’Daryo sont transfrontaliers et en les repoussant du territoire qalibe, on crée des problèmes en Russie, au Chokindistan et au Yerustan.

Informations relatives au déroulement du jeu de rôles

* Le Conseil de protection doit fonctionner à l’unanimité de ses membres. C’est le président qui entérine et c’est toujours dans le sens d’une position de compromis reflétant les points de vue de tous les membres du Conseil. Il fait la synthèse des débats et c’est lui qui fait exécuter la décision. Personne ne veut affaiblir l’autorité présidentielle.
* Dans ce processus, le vote de l’armée demeure incontournable, les mesures de sécurité qalibes ne peuvent s’exercer sans l’accord de l’armée nationale qalibe. Le Conseil subit deux pressions « extérieures », une pression évidente, celle des Russes qui fournissent l’équipement militaire, et celle des To’da Boy, qui contrôlent le monde industriel et financier, indispensable à l’action militaire.

Rôle

Gouvernement qalibe de Yarmi Chirigan

Description

Président; ministre de l’Intérieur et/ou des Affaires étrangères; ministre de l’Économie, de l’Industrie et des Ressources naturelles.

Niveau

Acteur national

Présentation

Le gouvernement est essentiellement dominé par le parti présidentiel, l’Abadiy Kuch Partiya, le Parti de la force éternelle. Les partis politiques qui acceptent les doctrines du gouvernement sont acceptés, toute opposition est interdite *de facto*. Ce sont les ex-apparatchiks soviétiques qui ont fondé la République, formant une oligarchie profitant du régime, les To’da Boy.

Le chef du gouvernement actuel, Yarmi Chirigan, constate une percée de la contestation et pourrait accepter des réformes ponctuelles.

Il est en faveur du projet chinois de nouvelles routes de la soie.

Régime politique

Régime présidentiel (dictature et corruption)

Idéologie(s) / valeurs

* Capitalisme oligarchique.
* Nationalisme qalibe. Tenter de conserver une forme d’indépendance.
* « Opportunisme en affaires étrangères ». Le gouvernement ne veut pas s’attacher complètement à la Russie et la Chine, encore moins aux Occidentaux.
* État policier brimant l’opposition et la presse libre.

Objectifs officiels

* Consolider l’économie du pays, augmenter les revenus de l’État et améliorer les conditions de vie grâce au projet chinois de nouvelles routes de la soie.
* Protéger la stabilité du pays et l’ordre.
* Empêcher la sécession de territoires tog’daryo ou leur sédition pour éviter d’affaiblir le projet des routes de la soie nécessaire à la croissance économique du pays et des To’da Boy.
* Négocier le projet des nouvelles routes de la soie sans se préoccuper des oppositions.
  + Un problème : le traitement des Ouïghours en Chine. Il y a une pression venant d’une partie de la population qalibe, de certains musulmans et surtout des Xitoy (minorité sinisée et musulmane du Qalibastan) exigeant que le gouvernement qalibe mette, sur la table des négociations du projet chinois des nouvelles routes de la soie, la fin des mauvais traitements des Ouïghours en Chine. Or, la Chine ne veut pas en entendre parler et fait de cette omission, une condition *sine qua non* de la réalisation du projet. Dans la simulation, vous devez en tenir compte.
* Préserver un équilibre entre les influences chinoises et russes.
* Développer des possibilités d’investissement chinois dans un environnement stable tout en conservant des possibilités d’investissement, mais surtout de coopération de la part des Russes, particulièrement au niveau militaire et des télécommunications
* Ménager l’influence politique et militaire de la Russie via la Communauté des États indépendants (CEI) et l’Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC). Les armes de l’armée qualibe proviennent de Russie. La Russie tente de conserver une influence économique par l’entremise de l’Union économique eurasiatique (UEE), union douanière et zone de libre-échange. La Russie y trouve un accès vers les mines d’uranium.

Informations et objectifs privés

Objectifs privés

* Refuser la démocratisation, mais envisager des réformes ponctuelles si nécessaire. Question d’image. Notamment, jouer le projet chinois des nouvelles routes de la soie en laissant miroiter une amélioration des revenus de l’État qualibe et des conditions de vie des Qalibes.
* Protéger les intérêts économiques des To’da Boy et la conservation du pouvoir coopté.
* Les investissements chinois étant importants pour votre gouvernement, faire preuve de réalisme et les privilégier à court terme.
* Préserver un équilibre entre les influences chinoises et russes.
* Marginaliser, sans brusquerie, l’influence des ressortissants étrangers dans la province de Xalqlal.
* Appuyer le projet chinois de la route de la soie, mais en tenant compte des réserves suivantes :
  + certaines inquiétudes concernant les conséquences du projet sur le patrimoine et notamment sur l’eau des oasis et de la mer Buruk, vitale pour l’économie qalibe;
  + les interventions de l’UNESCO et de la Banque mondiale qui financent directement ou indirectement la préservation du patrimoine mondial tant au niveau des bâtiments que des écosystèmes.
* Faire de la propagande. Le gouvernement mentira et tentera néanmoins de présenter une certaine image d’ouverture, prêt à accueillir, pour une période restreinte, certaines ONG.

Moyens d’action et contraintes

* Conseil de protection. Mainmise du président de la République sur les forces armées et les forces policières réunies.
* Face aux Tog’Daryo, un soutien unanime au maintien de l’ordre voulu par les autorités russes et chinoises.
* Contrôle quasi total des médias.
* Armée nationale qalibe (pas de marine) : 80 000 militaires actifs, 39 000 réservistes. Équipement russe.

Informations privilégiées

* Division dans la coalition oligarchique par rapport aux ouvriers du secteur pétrolier, dont l’expertise est nécessaire. Devant l’Union des travailleurs pétroliers, la syndicalisation et les grèves dans ce secteur, quelle approche utiliser : répression ou concessions ponctuelles sur les salaires ? Tentative de les amadouer eu usant des Tog’Daryo comme boucs émissaires ? Les To’da Boy et le Conseil de protection refusent à priori toutes concessions.

Informations relatives au déroulement du jeu de rôles

* Vous devez négocier en tenant compte de l’avis du Conseil de protection et des To’da Boy (unanimité).
* Vous devez tenir compte aussi des craintes des républiques environnantes face à un élargissement du conflit, surtout celles des républiques qui comptent des Tog’Daryo. Vous n’avez pas l’intention de faire des compromis avec les Tog’Daryo, mais le recours à l’armée pour mâter la révolte de ce peuple devra être limitée, car les Tog’Daryo sont transfrontaliers; Chirigan et le Conseil de protection ne doivent pas bousculer leurs voisins et la Russie. Parmi ses options, le gouvernement peut choisir l’occupation du territoire ou un simple blocus de ce dernier.
* Vous devez enfin tenir compte des positions russes et chinoises.

Rôle

République du Chokindistan

Description

Ambassadeur ou ambassadrice au Qalibastan; conseiller ou conseillère économique; conseiller ou conseillère militaire.

Niveau

Acteur international et régional

Présentation

* Régime présidentiel, république présidentielle.
* Constitution similaire à celle du Qalibastan.
* Dictature du Parti populaire démocratique des Chokindes.
* Indépendance : 31 octobre 1991.
* Population : 23 278 455 habitants.
* Capitale : Dengizlar.

Idéologie(s) / valeurs

* Nationalisme chokinde.

Soutiens

* La portion chokinde du pays
* La Russie

Informations et objectifs officiels

Objectifs officiels

* Ne pas s’enfermer dans une alliance. Mais le pays est coincé entre la Russie et la Chine, la République ne peut y échapper.
* Refuser toutes concessions aux Tog’Daryo, présents au Chokindistan. Pas question de créer un territoire autonome pour ces derniers, le Tog’istan. Refuser de les voir s’installer au Chokindistan s’ils viennent du Qalibastan. Refuser de laisser la mer Buruk aux Tog’Daryo.
* Conserver vos droits d’accès et de pêches sur la mer Buruk et préserver la frontière avec le Qalibastan. Relations délicates avec le Qalibastan à ce sujet.
* Demeurer concurrentiel pour bénéficier des partenariats avec la Chine et la Russie sur le pétrole et l’uranium sans tout laisser au Qalibastan.
* Appuyer le projet chinois des routes de la soie.
* Préserver l’ordre en Asie centrale.

Moyens d’action

* Forces armées du Chokindistan (FAC). Armée régulière de 50 021 soldats et de 21 000 réservistes. Pas de marine. Équipement russe.
* Contrôle sur l’un des fleuves alimentant la mer Buruk, l’Hayotdaryo et sa source, le lac Garbiy. Possibilité de diminuer le débit du fleuve et l’alimentation de la mer Buruk, dans des cas extrêmes.
* Alliances avec la Russie et la Chine. La Russie qui fournit l’équipement militaire et la Chine qui finance les infrastructures pétrolières.

Informations publiques et/ou privilégiées

* La république du Chokindistan est membre de la Communauté des États indépendants, dirigée par Moscou, de la Communauté économique eurasiatique, de l’Organisation du Traité de sécurité collective (organisation militaire dirigée par les Russes) et finalement de l’Organisation de coopération de Shanghai, sous contrôle chinois.
* Depuis 2012, depuis l’annonce publique du projet chinois dit des nouvelles routes de la soie, le Chokindistan s’est rapproché de la Russie. Ce rapprochement lui permet de ne pas être seul face au géant chinois. Le Chokindistan, qui refuse toute dépendance économique ou politique exclusive face à la Chine, n’accepte pas davantage ce type de dépendance face à la Russie. Pour cette raison, le gouvernement du Chokindistan garde de bonnes relations avec les États-Unis.

Informations relatives au déroulement du jeu de rôles

* Vous devez négocier en délégation**.** Autrement dit, vous devez tenir compte et faire la synthèse des intérêts gouvernementaux et des avis des conseillers militaires. Vos objectifs doivent reposer sur l’unanimité des membres de la délégation. C’est tout de même l’ambassadeur qui sera responsable des négociations officielles (si elles émergent) et habilité à signer des ententes au nom du Chokindistan, avec l’accord du président.

Rôle

République du Solasistan

Description

Ambassadeur ou ambassadrice au Qalibastan; conseiller ou conseillère économique; conseiller ou conseillère militaire.

Niveau

Acteur international et régional

Présentation

* Au départ, régime présidentiel (constitution de 1992), mais connait une évolution vers une république semi-présidentielleoù le président partage le pouvoir exécutif avec le premier ministre, depuis la constitution de 2008. Cette réforme est le fruit de violentes manifestations de rue.
* Instabilité.
* Indépendance : 12 août 1992.
* Population : 8 234 932 habitants.
* Minorité xitoy (Ouïghours de Chine).
* Problèmes frontaliers avec la Chine jusqu’en 2001-2002, avec le Yerustan jusqu’en 1999 et le Qalibastan jusqu’en 2015.
* Capitale : Jöö jürüü.

Idéologie(s) / valeurs

* Nationalisme solas.
* Un noyau important de démocrates. Réformisme démocratique.
* Rien de réglé, le régime oscille toujours entre dictature et ouverture.

Soutiens

* Les démocrates solas soutiennent ce régime, comme les minorités xitoy et chrétiennes orthodoxes et protestantes. Dans les moments troubles et autoritaires, ces minorités sont persécutées. Les musulmans forment 85 % de la population croyante, le dernier 15 % est chrétien.

Informations et objectifs officiels

Objectifs officiels

* Ne pas s’enfermer dans une alliance. Mais le pays est coincé entre la Russie et la Chine, la République ne peut y échapper.
* Appuyer le projet chinois des routes de la soie, mais avec des bémols :
  + Les principales ressources du Solasistan sont moins fondamentales à ces nouvelles routes de la soie. Produits : viande, fruits, élevages de bovins et d’ovins, betterave.
* Préserver l’ordre en Asie centrale.

Moyens d’action

* Armée nationale du Solasistan (ANS). Pas de marine. 12 184 soldats actifs, 1000 réservistes. Équipement russe.
* Contrôle des ruisseaux ou écoulements d’eau venant de la chaîne montagneuse du Pamir et du Tian Chian et qui alimentent la steppe d’Ipakyol.
* Alliances avec la Russie et la Chine. La Russie fournit l’équipement militaire et la Chine finance certaines activités économiques ou liées à la prospection minière.
* Réel soutien de la population.
* Pays qui a l’écoute prudente de la communauté internationale, des Occidentaux et des ONG pour ses efforts démocratiques.

Informations publiques et/ou privilégiées

* La République du Solasistan est membre de la Communauté des États indépendants, dirigée par Moscou, de la Communauté économique eurasiatique, de l’Organisation du Traité de sécurité collective (organisation militaire dirigée par les Russes) et finalement de l’Organisation de coopération de Shanghai, sous contrôle chinois.
* Problème relié à du commerce clandestin, trafic de drogues en provenance d’Afghanistan, passant par le Tujikstan et le sud du Qalibastan.
* Entre 2004 et 2006, nous remarquons un glissement autoritaire du régime au moment même où quelques citoyens et ONG dénoncent le travail forcé des enfants. Cette période marque le début de mouvements de manifestations dans le pays. Les manifestants exigent des réformes sociales, économiques et une nouvelle constitution plus démocratique permettant un meilleur contrôle du pouvoir exécutif.

Informations relatives au déroulement du jeu de rôles

* Vous devez négocier en délégation**.** Autrement dit, vous devez tenir compte et faire la synthèse des intérêts gouvernementaux. Vos objectifs doivent reposer sur l’unanimité des membres de la délégation. C’est tout de même l’ambassadeur qui sera responsable des négociations officielles (si elles émergent) et habilité à signer des ententes au nom du Solasistan, avec l’accord du président.

Rôle

République du Tujikstan

Description

Ambassadeur ou ambassadrice au Qalibastan; conseiller ou conseillère économique; conseiller ou conseillère militaire.

Niveau

Acteur international

Présentation

* République présidentielle unitaire.
* Population : 6 421 345 habitants.
* Majorité tujik, mais cette république se compose aussi de minorités fors, qalibe, russe et kurde.
* Indépendance : 29 mars 1992.
  + Reconnue par l’Iran, qui soutient les chiites des régions à proximité.
* Capitale : Pyyada.

Idéologie(s) / valeurs

* Nationalisme tujik.
* Dictature à parti unique.
* Des tendances épisodiques à l’isolationnisme, que l’enclavement du pays entre la Russie et la Chine rend difficile.

Soutiens

* La majorité tujik, au centre d’un régime politique soutenu par la Russie, est peu ou mal informée par son propre gouvernement, qui manipule l’information

Informations objectifs officiels

Objectifs officiels

* Conserver une relative indépendance face à la Chine et à la Russie.
* Avoir de bonnes relations avec l’Iran.
* Améliorer ses relations avec la Chine et assurer la vente de son gaz naturel.
* Contribuer à la réussite du projet chinois des routes de la soie.
* Soutenir la candidature de l’Iran à l’OCS.

Moyens d’action et popularité

* Ce gouvernement a peu de moyens d’action. Néanmoins :
* Il peut exercer des pressions sur la minorité qalibe de son territoire.
* Il bénéficie du soutien de la Chine en tant que fournisseur de gaz naturel.
* Il peut laisser circuler la drogue en provenance de l’Afghanistan. Elle arrive de l’Afghanistan, passe dans le sud du Qalibastan vers le Solasistan. Cela déstabilise, mais il y a peu d’intérêt à le faire.
* Importance des moyens russes, des investissements et des travailleurs dans le secteur gazier.
* Armée tujik : 34 711 soldats actifs, 9000 réservistes. Pas de marine. Équipement russe.

Informations privilégiées

* Cette république est perçue comme un électron libre et cela lui coûte parfois l’intégration pleine et entière dans des organisations régionales. Elle est seulement observatrice et candidate potentielle dans la Communauté économique eurasiatique. Elle n’est pas membre de l’Organisation du Traité de sécurité commune dirigée par la Russie. Elle est exclue de l’Organisation de coopération de Shanghai (OCS), mais le gouvernement a paradoxalement réussi à obtenir des ententes bilatérales avec les membres de cette organisation.
* Pyyada a décidé de se joindre au Partenariat de la paix de l’OTAN.
* Le Tujikstan préfère signer des ententes bilatérales stratégiques avec la Russie, plutôt que de participer à de grandes alliances collectives.

Informations relatives au déroulement du jeu de rôles

* Vous devez négocier en délégation**.** Autrement dit, vous devez tenir compte et faire la synthèse des intérêts gouvernementaux et des avis des conseillers économiques et militaires. Vos objectifs doivent reposer sur l’unanimité des membres de la délégation. C’est tout de même l’ambassadeur qui sera responsable des négociations officielles (si elles émergent) et habilité à signer des ententes au nom du Tujikstan, avec l’accord du président.

Rôle

République du Yerustan

Description

Ministre des Affaires étrangères; ambassadeur ou ambassadrice au Qalibastan.

Niveau

Acteur international et régional

Présentation

* République présidentielle. Mandat de 7 ans pour un président élu au suffrage universel.
* Particularité politique : malgré la domination du Parti populaire yeruste, la corruption de l’oligarchie et les manipulations des élections, les partis d’opposition sont permis au Parlement, dit l’Assemblée suprême. Ils sont microscopiques, 10 % des sièges environ.
* Sinon, les droits humains sont bien minces, comme dans toute la région.
* Indépendance : 21 avril 1992.
* Population : 12 054 447 habitants.
* Paupérisation. Travail obligatoire des enfants.
* Minorité tog’daryo, dans l’ouest du pays près de l’Olikdaryo.
* Capitale : Köpeltmek.

Idéologie(s) / valeurs

* Nationalisme yeruste.
* Traditionalisme : élevage de chameaux au nord et à l’est, agriculture à l’ouest du pays.
* Conflit latent qui perdure entre les anciens communistes et les partis islamistes.

Soutiens

* La Russie et la Chine.

Informations et objectifs officiels

Objectifs officiels

* Faire preuve d’une fidélité indéfectible à la Russie.
* Appuyer le projet chinois des routes de la soie, mais avec des bémols.
  + Rapprochement avec la Chine.
  + Totale dépendance financière aux deux puissances régionales, russe et chinoise.
* Préserver l’ordre en Asie centrale.
* Ne faire AUCUN COMPROMIS avec les Tog’Daryo. Les Yerustes s’opposent aux revendications territoriales et autonomistes de cette minorité transfrontalière. La création d’un Tog’istan (territoire indépendant ou autonome tog’daryo) se ferait aux dépens du Yerustan, qui perdrait la seule zone inondée et agricole de l’Olikdaryo et du lac Balad de son territoire.

Moyens d’action

* La *milli goşun*, l’armée nationale. Pas de marine, 9500 soldats actifs, 750 réservistes. Équipement russe.
* Le contrôle du débit de l’eau nourrissant la mer Buruk, car le Yerustan contrôle en partie le fleuve Olikdaryo et sa source, le lac Balad. Pression possible sur le Qalibastan.
* Les alliances avec la Russie et la Chine.

Informations publiques et/ou privilégiées

* La République du Yerustan est membre de la Communauté des États indépendants, dirigée par Moscou, de la Communauté économique eurasiatique, de l’Organisation du Traité de sécurité collective (organisation militaire dirigée par les Russes) et finalement de l’Organisation de coopération de Shanghai, sous contrôle chinois.
* Elle veut participer au projet chinois des routes de la soie pour s’enrichir. Ce projet est une occasion de sortir de la pauvreté. Selon le FMI, le PIB per capita serait de 1320 $ US par année. Le Yerustan possède du pétrole, du plomb, du zinc et de l’uranium. Il ne peut les exploiter lui-même, faute d’une main-d’œuvre qualifiée, d’infrastructures et de capitaux. Russes et Chinois lui fournissent argent, outils et main-d’œuvre.

Informations relatives au déroulement du jeu de rôles

* Vous devez négocier en délégation**.** Autrement dit, vous devez tenir compte et faire la synthèse des intérêts gouvernementaux. Vos objectifs doivent reposer sur l’unanimité des membres de la délégation. C’est tout de même l’ambassadeur qui sera responsable des négociations officielles (si elles émergent) et habilité à signer des ententes au nom du Yerustan, avec l’accord du président.

Rôle

Russie – Délégation

Description

Composée de l’ambassade de Russie au Qalibastan ainsi que de compagnies de télécommunications (comme Beeline) et de minières (comme RosProm), qui servent de conseillers économiqueset militaires.

Niveau

Acteur international

Présentation

La Russie est une grande puissance militaire, non pas grâce à ses armes conventionnelles, mais surtout grâce à son important arsenal nucléaire, toujours menaçant et dissuasif.

Politiquement, la Russie est une puissance régionale. Elle est un nain économique détenant des ressources grâce auxquelles elle peut faire du chantage, notamment aux États européens dépendants des hydrocarbures et du gaz russes. La Russie est coincée entre l’Europe de l’Ouest, la Chine et les États-Unis. Pour l’heure, le président de la Russie se rapproche de la Chine énergivore.

Les pays d’Asie centrale sont membres de la Communauté des États indépendants (CEI) qui propose des liens flous avec la Russie, remplaçant l’URSS; ils sont aussi et surtout membres de l’Organisation du Traité de sécurité collective (l’OTSCétant dirigée par les Russes, ceux-ci conservant leur influence militaire**)** et de l’Union économique eurasiatique (l’UEE permet aux Russes de ne pas laisser la Chine prendre un contrôle exclusif des économies de la région). Finalement, dans l’Organisation de coopération de Shanghai (OSC), qui veut rivaliser avec les États-Unis,le Qalibastan côtoie la Russie et la Chine.

Régime politique

Régime semi-présidentiel (le président partage officiellement le pouvoir avec un premier ministre, mais de moins en moins dans la réalité). République fédérale et constitutionnelle. Ce régime glisse vers l’autocratisme et la dictature présidentielle.

Idéologie(s) / valeurs

* Capitalisme « oligarchique ».
* Nationalisme russe et retour d’un messianisme anti-occidental.
* Au Kremlin, et non dans l’ensemble de la population russe, on note une forte méfiance à l’égard de la démocratie.
* Crainte de l’encerclement.
* Principe d’intangibilité des frontières et, surtout, volonté de conserver des zones d’influence politique.

Objectifs officiels

* Protéger les intérêts économiques russes en Asie centrale, surtout l’accès aux mines d’uranium, préserver un débouché pour les produits de l’industrie lourde de la Russie et conserver le réseau de télécommunications de compagnies comme Beeline.
* Protéger le personnel diplomatique et les ressortissants russes dans la région, et sauvegarder l’influence politique de la Russie au sein de la Communauté des États indépendants (CEI).
* Marginaliser ou diminuer l’influence chinoise dans la région (mais pas trop) et celle, minime, des Occidentaux. Face à la Chine, vous jouez un double jeu, comme le Qalibastan.
* Empêcher la sécession de territoires tog’daryo ou leur sédition pour éviter l’importation de leurs violences en territoire russe.
* Accroître ou protéger le *soft power* de la Russie dans la région.

Informations et objectifs privés

Objectifs privés

* Les investissements russes, les achats russes (uranium) et la politique d’influence exigent une stabilité à long terme,peu importe la marche à suivre**.**
* Aucun compromis possible avec les Tog’Daryo.
* Développer les possibilités d’investissement chinois dans un environnement stable,car malgré tout il y a des retombées pour les Russes**.**
* Maintenir et développer les possibilités d’importation de biens manufacturés chinois dans la région, mais pas trop.
* Tout de même, comme vous influencez politiquement et surtout militairement (l’armement est essentiellement russe) le Qalibastan et l’Asie centrale, et que cette région est en état de dépendance économique face aux Chinois, attention de ne pas les pousser davantage dans les bras de la Chine. Vous contrôlez les secteurs miniers et les télécommunications au Qalibastan.

Moyens d’action et contraintes

* L’ambassadeur représente les intérêts de la Russie dans le pays. Il coordonne le travail des diplomates russes et agit comme diplomate auprès de divers groupes et entités présents au Qalibastan – conglomérats miniers RosAtom et QabAtomProm − et avec les représentants d’autres États. Il est le plus haut représentant diplomatique russe mais ne décide rien tout seul, il en réfère au président russe
* Les moyens d’action dont il dispose et les contraintes qui lui sont imposées sont propres à l’ambassade d’une grande puissance dans un État en développement près d’une autre puissance, la Chine. Entre autres :
  + Son rôle symbolique limite les acteurs avec lesquels il peut directement discuter, de peur de les légitimer politiquement.
  + Le gouvernement de Russie a des capacités financières limitées. Il a en revanche une capacité militaire déployable importante ainsi qu’une grande influence politique et diplomatique sur la scène internationale, surtout en Asie centrale.
* La Russie peut être présente militairement sur le terrain dans la région, via l’OTSC, l’Organisation du traité de sécurité collective. Autrement, des conseillers russes peuvent prêter main-forte au gouvernement qalibe. La Russie a l’exclusivité des ventes d’armes au Qalibastan. Moscou tient le Qalibastan dans une dépendance militaire. La Russie peut cesser d’exporter ses armes au Qalibastan.
* La Russie est un membre permanent du Conseil de sécurité de l’ONU; elle y détient un droit de véto.

Informations privilégiées

* La Chine est le principal créancier du Qalibastan; la vie économique de ce dernier repose en grande partie sur les investissements chinois, même dans l’industrie du coton. Les Russes doivent accepter ces investissements chinois, afin de permettre un certain roulement de l’économie, car cela sert aussi, par la bande, à l’amélioration de certains projets russes dans la région.
* La défense et les forces militaires du Qalibastan sont liées directement et quasi exclusivement à la Russie.

Informations relatives au déroulement du jeu de rôles

* Vous devez négocier en délégation**.** Autrement dit, vous devez tenir compte et faire la synthèse des intérêts du gouvernement et des compagnies, et tenir compte des avis des conseillers militaires. Vos objectifs doivent reposer sur l’unanimité des membres de la délégation. C’est tout de même l’ambassadeur qui sera responsable des négociations officielles (si elles émergent) et habilité à signer des accords au nom de la Russie, avec l’accord du président.

Rôle

To’da Boy (oligarchie)

Description

Représentant ou représentante du secteur bancaire; représentant ou représentante du secteur pétrolier; représentant ou représentante du secteur minier (uranium).

Niveau

Acteur local et national, en partie international

Présentation

Les To’da Boy, les oligarques qalibes, émanent tous directement, ou par succession cooptée, de l’ancienne administration soviétique de la République socialiste soviétique du Qalibastan (RSS du Qalibastan).

* Composés de membres du personnel politique, comme le secrétaire général de la RSS, Paklat Guidoniev, puis de bureaucrates et de fonctionnaires dans les milieux des ressources naturelles, de la construction, etc., ces apparatchiks corrompus, riches, ont capturé les ressources de l’État qalibe. Ces prédateurs ont acheté, pour une bouchée de pain, les entreprises qui sont les leviers clefs de l’économie qalibe, notamment dans les secteurs des hydrocarbures, des mines et de la construction. Ils se sont emparés de tout cela durant la période de grande privatisation de l’économie entre 1992 et 1997 au Qalibastan.
* Le défunt président Guidoniev fut un des leurs, comme le président actuel. Au Qalibastan, les oligarques et le pouvoir politique forment un seul et même groupe dont les membres sont interdépendants. Il reste que certains oligarques, contrôlant les industries des hydrocarbures et le secteur minier ainsi que des médias, exercent une relative pression sur le gouvernement. Ils se protègent de l’État en invoquant leur « irremplaçable » expertise.
* Les oligarques, Guidoniev puis Chirigan en tête, malgré la constitution de 1993, nomment directement une bonne part des leurs aux postes clefs de l’État et des secteurs économiques sans tenir compte de la volonté populaire exprimée lors des élections législatives. (Népotisme)
* Les To’da Boy sont présents dans les secteurs pétroliers, miniers (uranium), immobiliers, médiatiques et bancaires. Par exemple, l’oligarque Géorgi Qadamlar est directeur de la Banque qalibe.
* On les retrouve aussi dans les milieux éducatifs, dans les conseils d’administration des collèges techniques et des deux universités, dans le Conseil pétrolier le NEFTTAXTA de la ville de Neftshahar. Au sein de ce conseil ils côtoient le maire de cette ville et les investisseurs chinois. Grâce à l’immobilier, ils participent au secteur hôtelier du Qalibastan et à l’industrie touristique.
* Ils dispersent leurs revenus ailleurs dans le monde, dans les banques internationales, mais ils paient un impôt et investissent dans l’économie qalibe.
* Ils financent le parti présidentiel, le Parti de la force éternelle.
* Ils financent les industries clefs permettant le maintien de la force militaire qalibe.
* Comme à l’ère soviétique, ils prennent place dans la bureaucratie étatique.

Idéologie(s) / valeurs

* Capitalisme oligarchique.
* Népotisme.
* Luxe.
* Forme de corporatisme.
* Les To’da Boy reconnaissent le rôle de l’État, mais s’arrogent un droit de regard, sur la distribution de contrats et de rentes, ainsi que, image et ordre obligent, sur une certaine redistribution des revenus et richesses du Qalibastan.
* Pas de réforme démocratique.
* Réalisme ponctuel. Acceptation de certaines réformes dans les conditions de travail, question de soigner leur image internationale et de préserver ainsi leurs biens à l’étranger.

Soutiens

* Le gouvernement.
* Les médias, dont Gazetalari, qui leur appartient.

Informations et objectifs officiels

Objectifs officiels

* Se maintenir en place.
* Sauvegarder ce système politico-économique en soutenant le Parti de la force éternelle.
* S’enrichir continuellement.
* Préserver l’ordre.
* Imposer le projet des nouvelles routes de la soie, qui est pour eux lucratif.
* Pousser à la répression des Tog’Daryo.
* Faire des pressions pour que les répressions ailleurs soient relativement mesurées. Les To’da Boy ne veulent pas d’un soulèvement général. Ils n’aiment pas les révolutions printanières ou colorées (références au Printemps arabes et à la Révolution orange en Ukraine).

Moyens d’action et popularité

* Pression financière inouïe.
  + Les To’da Boy acceptent d’abord de négocier, mais n’hésitent pas ensuite à exercer des pressions ou des menaces financières.
* Force monopolisée de l’État.
  + Ils peuvent influencer le Conseil de protection.

Informations privilégiées

* Divisions sur certains progrès. Pour ne pas tout perdre, certains To’da Boy souhaitent non pas changer le système, mais améliorer les conditions de travail et les salaires des employés qualifiés des secteurs pétroliers et miniers. Petite faille au sein du club sélect des millionnaires ou milliardaires.

Informations relatives au déroulement du jeu de rôles

* To’da Boy de tous les secteurs, unissez-vous. Oui, la force de l’oligarchie est de parler d’une seule voix.
* Accès illimité à Yarmi Chirigan et à son gouvernement, au Conseil de protection, et même à la Russie et à la Chine.

Rôle

Tog’Daryo

Description

Deux représentants ou représentantes de la branche politique, la Ligue des Tog’Daryo (TD); un représentant ou une représentante de la branche armée, les Tog’Daryo Jinni (TDJ).

Niveau

Acteur local, national et régional : transfrontalier

Présentation

Peuple transfrontalier, d’origine sibérienne occidentale et de langue turcique.

Venant de Russie, ils occupent, à la fin du XVe siècle, des territoires situés entre les fleuves Olikdaryo et Hayotdaryo et s’étendant sur quatre États : Russie, Chokindistan, Yerustan et Qalibastan.

Ils vivent de la forêt (bois) et des pêches sur la mer Buruk, mais une part de cette population souhaite travailler dans les secteurs pétroliers et miniers. Ils profitent de la revitalisation de la mer Buruk et réclament au Qalibastan la priorité sur les pêcheries de la mer, devant les Qalibes.

Les Tog’Daryo souhaitent, au pire, l’autonomie gouvernementale sur les terres qu’ils habitent, au mieux, la création d’un État tog’daryo, le Tog’istan. Mais peu croient à la réalisation de cette dernière revendication.

Le projet des nouvelles routes de la soie inquiète les Tog’Daryo, écologiquement et financièrement.

Dénombrer la population est chose complexe puisque certains Tog’Daryo se déplacent sur quatre États.

La représentation institutionnelle des intérêts tog’daryo est aussi complexe. Au Qalibastan, nous dénombrons deux instances, qui ne s’entendent pas sur les moyens d’action à prendre. Il y a une branche politique, la Ligue des Tog’Daryo, et une organisation militaire, les Jinni. Il n’est pas certain d’ailleurs que ces deux instances représentent parfaitement l’ensemble de ce peuple. Il y a des divisions entre les Tog’Daryo vivant au Qalibastan.

Depuis des années, les Tog’Daryo ont toujours discuté par voie légale, demandant d’être entendus par le gouvernement qalibe et y parvenant parfois. Mais le refus catégorique des gouvernements Guidoniev et Chirigan de laisser les Tog’Daryo participer aux conférences de négociations sur les nouvelles routes de la soie, va faire naître une faction armée, les Jinni, qui dorénavant souhaitera prendre sa place et imposer ses vues par la force.

Idéologie(s) / valeurs

* Autonomisme, séparatisme.
* Dialogue.
* Violence, guérilla et terrorisme (Jinni).

Soutiens

* Essentiellement des ONG et des groupes humanitaires.
* Amnistie internationale.
* L’UNESCO (qui partage les craintes patrimoniales et environnementales des Tog’Daryo.
* Des ouvriers de l’Union des travailleurs pétroliers (UTP).

Informations et objectifs officiels

Objectifs officiels

* Obtenir l’autonomie de leurs terres ou la création d’un État à eux, le Tog’istan.
* Participer aux négociations autour du projet chinois des nouvelles routes de la soie.
  + Certains y voient une occasion de s’enrichir collectivement et personnellement à condition d’y participer et de bénéficier d’une part des retombées.
  + D’autres sont totalement opposés, c’est la majorité d’ailleurs.
* Préserver la revitalisation de la mer Buruk et obtenir la prépondérance tog’daryo sur les pêcheries.
* Modifier ou bloquer le projet des nouvelles routes de la soie.
* Pour la branche armée, les Jinni, acheter clandestinement des armes sur le marché noir et peu importe les moyens.
* Pour la branche politique, il est important de contrôler les Jinni afin que les choses ne dégénèrent pas. La violence pourrait provoquer des répressions de la Russie, du Chokindistan et du Yesrustan, en plus de celles des Qalibes.

Moyens d’action et popularité

* Les Tog’Daryo n’ont pas beaucoup de moyens et ne sont pas très populaires. Les Qalibes de l’ouest craignent que les revendications des Tog’Daryo aboutissent à la perte des terres et d’un accès aux pêcheries. Ce sont encore des secteurs d’activités économiques importants pour plusieurs Qalibes.
* Les Jinni, membres de la branche armée, sont difficilement dénombrables. D’après les services de renseignements du Conseil de protection du Qalibastan, les Jinni formeraient un groupe terroriste ou de guérilla de plus de 2000 combattants. Même si ces chiffres semblent exagérés, ils ne sont pas impossibles. Le mode d’action actuel des Jinni est le terrorisme (attentats à la bombe, kidnapping de personnes clefs du gouvernement et des To’da Boy). Les Jinni envisageraient la guérilla si l’armée nationale qalibe ose occuper le territoire tog’daryo au Qalibastan, territoire que les Jinni, comme les autres Tog’Daryo qualifient d’ancestral.

Informations privilégiées

* Divisions importantes. Action politique et légale ou action violente (action militaire, terrorisme).

Informations relatives au déroulement du jeu de rôles

* Les Tog’Daryo doivent être unanimes dans les négociations avec le gouvernement qalibe.
* Si l’unanimité est impossible entre la branche politique et le groupe armé, les deux peuvent parler séparément.

Rôle

Union des travailleurs pétroliers (UTP)

Description

Secrétaire général; directeur ou directrice de l’organisation et du service d’ordre lors des grèves ou manifestations; représentant ou représentante pour les négociations avec les ouvriers d’autres secteurs économiques (mines, agriculture) dans le but de former un front commun revendicatif face au gouvernement.

Niveau

Acteur local et national

Présentation

Fondée à la suite des grèves sévèrement réprimées de 2015, l’Union tend à vouloir devenir un syndicat. Elle se compose de citoyens qalibes, dont certains de la minorité fors, et de plusieurs ressortissants étrangers.

L’Union souhaite, par étape, la mise en place de la démocratie au pays.

* Dirigée par un secrétaire général.
* Soutenue par une assemblée délibérante.

Idéologie(s) / valeurs

* Démocratie.
* Valeurs sociales : amélioration des salaires et des conditions de travail.
* Valeurs libérales. État de droit, droit à la presse libre, droit d’association, droit de grève, etc.
* Économie mixte : économie de marché et redistribution des richesses.
* Une certaine ouverture aux valeurs occidentales. Mais les membres demeurent essentiellement nationalistes. Ils ne veulent pas dépendre financièrement de la Chine, mais ne refuseront pas des investissements pouvant les enrichir.

Soutiens

* Les travailleurs pétroliers, surtout certains du secteur minier, veulent imiter les Tog’Daryo et partiellement les soutenir en réclamant aussi un droit de parole dans l’organisation et l’exploitation des ressources, de leurs conditions de travail et du territoire.
* Les ONG.

Informations et objectifs officiels

Objectifs officiels

* Obtention du droit d’association et du droit de grève.
* Diminution immédiate du temps de travail.
* Augmentation immédiate des salaires de l’ordre de 5 %.
* Amélioration immédiate des conditions de travail et de la sécurité au travail.
* Démocratisation : droit de participer aux négociations sur le nouveau projet chinois de routes de la soie.
* L’Union est divisée sur ce projet : elle est globalement pour, mais des membres craignent une détérioration de leurs conditions de travail dans ce projet sous l’égide chinoise.
* Peu de préoccupations environnementales. Les revenus du pétrole seuls importent.

Moyens d’action et popularité

* Votre rôle est largement centré sur la négociation.
  + Les partis politiques sont des interlocuteurs de choix, mais beaucoup sont interdits et ceux qui ne le sont pas approuvent le programme présidentiel.
  + Conduire des grèves et s’assurer de les garder dans un climat pacifique.
  + L’UTP a un accès à tous les acteurs, mais le gouvernement qui se trouve face à elle est dans une logique répressive, les manifestations sont écrasées.
* Division sur les moyens, surtout la violence.
  + Certains membres pourraient se radicaliser et joindre la cause des Tog’Daryo.
  + Vous devez éviter le déchirement de l’Union.
* Popularité. L’Union a le soutien des progressistes du pays et peut-être d’une partie des Tog’Daryo.

Informations privilégiées

* Devant le développement des crises, le gouvernement Chirigan pourrait satisfaire certaines de vos revendications à caractère social (salaire), mais rien de politique.

Informations relatives au déroulement du jeu de rôles

* Vous devez négocier en délégation**.** Autrement dit, vous devez tenir compte et faire la synthèse des intérêts de tous dans l’Union.

1. Selon les données gouvernementales (ministère de l’Éducation et des Sciences de la République du Qalibastan. L’UNESCO indique 98 %. [↑](#footnote-ref-1)
2. Ce peuple est transfrontalier et occupe un territoire non délimité entre la Russie, le Chokindistan, le Yerustan et le Qalibastan. Recension difficile. [↑](#footnote-ref-2)
3. Peuple frontalier de la zone culturelle iranienne. [↑](#footnote-ref-3)
4. Peuple frontalier de la République du Solasistan et du monde ouïghour en Chine. [↑](#footnote-ref-4)
5. Ces ressortissants étrangers − Serbes, Britanniques, Chinois, Coréens, quelques Français − vivent surtout dans la capitale Chodirxon et dans la ville pétrolifère de Neftshahar, pour veiller à leurs investissements pétroliers. Un ressortissant n’est pas nécessairement citoyen et pourvu de droits civiques*.* [↑](#footnote-ref-5)
6. Notons la présence d’une communauté russe, issue de la colonisation ou de l’immigration récente composant 4,8 % de la population qalibe. [↑](#footnote-ref-6)
7. Cités-États ou cités-royaumes. [↑](#footnote-ref-7)
8. Toutes trois connues à travers quelques sources grecques antiques. [↑](#footnote-ref-8)
9. Tel que cité dans : Boris-Mathieu Pétric, *Pouvoir, don et réseaux en Ouzbékistan post-soviétique*, chapitre 2 : *La colonisation russe et la construction d’un espace commun : le Turkestan*,p. 33. Paris, PUF, collection Partage du Savoir, 2002, 320 pages. [↑](#footnote-ref-9)
10. « À tous les travailleurs musulmans de Russie et d’Orient [1917-1918] » tel que cité dans : Henry Bogdan, *Histoire des peuples de l’ex-URSS*, Paris, Perrin, 1993, p. 187-188. [↑](#footnote-ref-10)
11. Forces armées incluses dans le Conseil de protection et soumises au président. [↑](#footnote-ref-11)
12. Les forces policières sont incorporées dans le Conseil de protection, formant un immense ministère de l’Intérieur sous la coupe du président. [↑](#footnote-ref-12)
13. Guidoniev évite ainsi l’élection prévue en cette même année 2007. La réforme ne touche pas l’Assemblée législative ni la Chambre des provinces dont les membres demeurent élus pour cinq ans. Il y a donc eu des élections en 2018 et la prochaine sera en 2023, la suivante en 2028. [↑](#footnote-ref-13)
14. Pour ceux et celles qui utiliseront ce scénario, à noter qu’il n’y aura pas de nouvelles présidentielles avant 2027, sauf incident, suivies des législatives, puis de nouvelles présidentielles en 2034, donc à tous les sept ans. [↑](#footnote-ref-14)
15. Le Qalibastan est coincé entre la Chine et la Russie. Les produits de la Chine et de la Russie représentent 43 % des importations du Qalibastan (23 % de la Chine et 20 % de la Russie). 34 % des exportations du Qalibastan sont destinées à la Chine (19 %) et à la Russie (15 %Les pays limitrophes du Qalibastan sont essentiellement des voies de transit, ils ne sont ni des clients ni des fournisseurs importants. [↑](#footnote-ref-15)
16. Les professeurs utilisant ce scénario peuvent changer les dates. [↑](#footnote-ref-16)